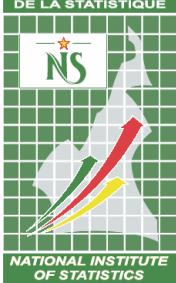


Etude économique et financière des entreprises en 2017

17ème Edition



**Institut National de la Statistique/
National Institute of Statistics**



BP: 134 Yaoundé
Tel.: (+237) 222 22 04 45
Fax: (237) 222 23 24 37
Website: www.statistics-cameroon.org

2019

Table des Matières

CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES EN 2017		
1.1	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	12
1.2.	ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE NATIONAL	12
1.3	FAITS SAILLANTS SUR LES ENTREPRISES	16
CHAPITRE 2 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES PROFITS		
2.1	ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES	18
2.2	ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTEE	20
2.3	ÉVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'EXPLOITATION	22
2.4	PARTAGE DE LA VALEUR AJOUTEE	23
2.5	ÉVOLUTION DU RESULTAT NET	24
CHAPITRE 3 : RENTABILITE DES ENTREPRISES		
3.1	RENDEMENT ECONOMIQUE	26
3.2	RENTABILITE DES RESSOURCES STABLES	33
3.3	RENTABILITE FINANCIERE DES ENTREPRISES	35
CHAPITRE 4 : EMPLOI DANS LES ENTREPRISES MODERNES		
4.1	EVOLUTION DES EMPLOIS PERMANENTS	39
4.2	PRODUCTIVITE DU TRAVAIL	41
4.3	CHARGES DE PERSONNEL	43
CHAPITRE 5 : OUTILS DE PRODUCTION, INVESTISSEMENTS ET IMMOBILISATIONS DES ENTREPRISES		
5.1	PRODUCTIVITE DU CAPITAL	44
5.2	ANALYSE DES INVESTISSEMENTS	46
5.3	ANALYSE DE L'INTENSITE CAPITALISTIQUE	49
5.4	RYTHME DE RENOUVELLEMENT DES IMMOBILISATIONS	52
5.5	POIDS DES IMMOBILISATIONS ET DE L'ACTIF CIRCULANT	54
CHAPITRE 6: ANALYSE DE L'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES ET DU FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR LE PASSIF		
6.1	ANALYSE DU NIVEAU D'ENDETTEMENT DES BRANCHES	57
6.2	L'ENDETTEMENT DANS LA STRUCTURE DES BILANS	59
CONCLUSION		
ANNEXES		
BIBLIOGRAPHIE		

Sigles et acronymes

AC	Actif Circulant
ACM	Amortissements Cumulés
AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
APME	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises
BC-PME	Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CAHT	Chiffre d'Affaires Hors Taxe
CBF	Cameroon Business Forum
CP	Capitaux Propres
DMLT	Dettes à Moyen et Long Terme
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
DT	Dettes à Terme
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
FDR	Fonds de Roulement
IB	Immobilisations Brutes
IF	Immobilisations Financières
IMMO	Immobilisations
IS	Impôt sur les Sociétés
MINEPAT	Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINFI	Ministère des Finances
MINMAP	Ministère des Marchés Publics
NACAM	Nomenclature des Activités au Cameroun
NAEMA	Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT
NCA	Non Classés Ailleurs
PME	Petite et Moyenne Entreprise
RN	Résultats Nets
ROE	Return On Equity
RS	Ressources Stables
TCEN	Taux de Change Effectif Nominal
TCER	Taux de Change Effectif Réel
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
VA	Valeur Ajoutée

Liste des tableaux

N°	TITRES	Pages
1	Ventilation du PIB réel par secteur d'activité	14
2	Les emplois du PIB en volume	15
3	Evolution (%) du Taux de change et de termes de l'échange	16
4	Liste des grandes entreprises créées en 2017	17
5	Structure et evolution du chiffre d'affaires entre 2016 et 2017	19
6	Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée (en %)	21
7	Evolution de l'excédent brut d'exploitation et du taux de marge brute d'exploitation (en %)	23
8	Evolution du taux de marge des entreprises entre 2016 et 2017	24
9	Evolution du taux de marge nette des entreprises de 2016 à 2017 des branches à résultat positif	25
10	Évolution du rendement économique (en %)	26
11	Branches à rendement économique négatif en 2017 (en %)	27
13	Branches à faible rendement économique en 2017 (en %)	29
14	Branches à rendement économique intermédiaire en 2017 (en %)	30
15	Branches à rendement économique élevé en 2017 (en %)	31
16	Rentabilité négative des ressources stables des branches en 2017 (en %)	33
17	Rentabilité positive des ressources stables des branches en 2017 (en %)	34-35
18	Évolution de la rentabilité financière de 2015 à 2017 (en %)	36
19	Branches à rentabilité financière négative en 2017 (en %)	37
20	Branches à rentabilité financière positive en 2017 (en %)	38
22	Evolutions de la valeur ajoutée et de l'effectif moyen des entreprises	42
23	Branches à productivité du travail par tête élevée en 2017 (en millions de FCFA)	42
24	Branches à productivité apparente du travail élevée en 2017 (en %)	43
25	Branches à productivité du capital élevée en 2017 (en %)	45
26	Branches à productivité du capital faible en 2017 (en %)	46
27	Evolution des investissements par secteur d'activité entre 2016 et 2017 (en %)	47
28	Evolution des investissements dans le secteur primaire entre 2016 et 2017 (en %)	47
29	Evolution des investissements dans le secteur secondaire entre 2016 et 2017 (en %)	48
30	Evolution des investissements dans le secteur tertiaire entre 2016 et 2017 (en %)	49
31	Branches à intensité capitalistique supérieure à la moyenne en 2017	50
32	Branches à faible intensité capitalistique en 2017	51
33	Branches à indice de vieillissement inférieur à la moyenne globale en 2017	53
34	Branches à indice de vieillissement des immobilisations supérieur à la moyenne des branches en 2017	54
35	Structure des rubriques de l'actif de 2012 à 2017 (%)	55
36	Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants en 2017 (%)	55

37	Branches à immobilisations prépondérantes en 2017 (%)	56
39	Branches à faible niveau du coefficient d'endettement en 2017	59
40	Branches à coefficient d'endettement élevé en 2017	59
41	Branches à dettes financières élevées en 2017(%)	60
41	Branches à dettes financières faibles en 2017 (%)	60
43	Branches à niveau d'endettement de court terme élevé en 2017 (%)	61
44	Branches à faible niveau d'endettement de court terme en 2017 (%)	62
45	Branches à niveau d'endettement à terme franchissant le seuil critique en 2017	63
46	Branches à niveau d'endettement à terme inférieur au seuil critique en 2017 (%)	64
47	Branches à niveau d'endettement à terme franchissant le seuil de 2	64
A1	Evolution du chiffre d'affaires par branches d'activité	73
A2	Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée entre 2016 et 2017	74
A3	Evolution de l'excedent brut d'exploitation entre 2015 et 2017	75
A4	Evolution du partage du profit entre 2015 et 2017	76
A5	Evolution de la marge bénéficiaire entre 2015 et 2017	77
A6	Evolution des effectifs entre 2015 et 2017	78
A7	Rendement et rentabilité économique de l'exploitation (%)	79
A8	Productivité des facteurs et partage salaires/profits en 2017	80
A9	Importance des immobilisations en 2017	81
A10	Jeunesse et renouvellement des immobilisations en 2017	83
A11	Poids des dettes financières dans les capitaux propres en 2017	84
A12	Structure des bilans en 2016	85
A13	Structure des bilans en 2017	86
A14	Fonds de roulement net et financement de l'actif circulant	88

Liste des graphiques

N°	TITRES	Pages
1	Variation du chiffre d'affaires et de ses composantes entre 2016 et 2017 (en %)	18
2	Evolution du partage de la valeur ajoutée entre 2016 et 2017 (en %)	23
3	Evolution du rendement économique de 2013 à 2017	26
4	Evolution de la rentabilité des ressources stables de 2013 à 2017	32
5	Evolution de la rentabilité financière des entreprises de 2013 à 2017	36
6	Structure des emplois permanents dans les entreprises modernes par branches d'activités en 2017	40
7	Evolution des effectifs moyens (en %) par branche d'activité en 2017	41
8	Charges moyennes de personnel dans les premières branches (en millions fcfa) en 2017	43
9	Evolution de la Productivité du capital entre 2013 et 2017 (en %)	44
10	Evolution de l'intensité capitalistique de 2015 à 2017 (en millions fcfa)	49
11	Evolution du taux de vieillissement de 2013 à 2017	52
12	Evolution de l'endettement des entreprises entre 2013 à 2017 (en %)	57
13	Evolution de la structure du passif des entreprises de 2012 à 2017(%)	59
14	Evolution du ratio d'endettement à terme de 2013 à 2017	63

Liste des encadrés

N°	TITRES	Pages
1	Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de chiffre d'affaires	20
2	Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de valeur ajoutée	22
3	Analyse du rendement économique	26
4	Analyse du rendement financière	35
5	l'importance de la main d'œuvre dans les entreprises.	39
6	la notion de productivité	41

Avant-propos

L’Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de présenter la dix-septième édition de l’Etude Economique et Financière des entreprises pour l’année 2017.

Cette édition se présente, en raison de la thématique abordée, du niveau de couverture des unités productives résidentes et de la nature des indicateurs, comme un cadre de synthèse des informations sur la situation des entreprises. Les indicateurs calculés par branche d’activité se rapportent notamment à la rentabilité économique et financière, à la productivité, au renouvellement des immobilisations, aux investissements, au niveau d’endettement ainsi qu’à l’emploi.

Les concepts, définitions et ratios utilisés relèvent, pour l’essentiel, de la comptabilité privée.

Cette étude voudrait également, à travers les analyses, mettre à la disposition des décideurs publics, les informations utiles à la gestion des points forts et des points faibles de l’évolution des activités, en vue de susciter des mesures permettant de situer l’économie nationale sur son sentier optimal d’expansion.

Les dirigeants d’entreprise devraient aussi y trouver des outils précieux d’aide à la décision, afin d’opérer des choix stratégiques importants en termes de management, d’organisation de la chaîne de production et de distribution, de gestion des stocks, d’allocation efficiente des ressources, de gestion optimale du personnel et de recherche-innovation.

L’étude a été réalisée à partir de l’exploitation des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF). L’INS remercie toutes les entreprises qui s’acquittent de manière systématique et dans les délais réglementaires, du dépôt de leurs états financiers dans les services compétents de la DGI, à l’INS ou dans l’une de ses dix (10) Agences Régionales.

De même, il accueille avec grand intérêt toutes les remarques et suggestions susceptibles d’aider à l’amélioration des prochaines éditions.

Les travaux effectués sur l’échantillon ont eu un impact sur certains indicateurs précédemment publiés. Ces actualisations sont intégrées dans la présente édition.

Les bases de données constituées peuvent être consultées à l’adresse ci-dessous :

Institut National de la Statistique BP : 134 Yaoundé, Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21

Fax : (+237) 222 23 24 37

Site Web: www.statistics-cameroon.org / www.nada.stat.cm

Note de synthèse

L'étude économique et financière permet de dresser un diagnostic de la situation économique et financière globale des entreprises notamment par branche d'activité. Pour cette édition, elle s'appuie sur une série des DSF de 1259 entreprises représentatives. (Annexe ii).

Ralentissement de l'activité économique en 2017

En 2017, la croissance économique a atteint 3,5 % contre 4,6 % en 2016. Dans le secteur tertiaire la croissance est restée constante tandis que dans les autres secteurs (primaire et secondaire), celle-ci a perdu deux points. Ce ralentissement est en partie imputable à la crise sécuritaire qui sévit dans les régions du Sud-Ouest, du Nord-Ouest et de l'Extrême-Nord. Les fluctuations des cours mondiaux du pétrole ont eu également des conséquences négatives sur l'activité et les recettes budgétaires. En outre le secteur secondaire est essentiellement soutenu par les industries manufacturières et le BTP, dont la performance est largement tributaire de l'amélioration de l'offre en énergie électrique

Evolution de l'activité et des profits

En 2017, le chiffre d'affaires hors taxe des entreprises modernes a baissé de 2,0 % contre 4,2 % l'année précédente. Cette baisse résulte principalement des mauvaises performances dans trois branches, la « construction », les « activités financières et d'assurances » et les « activités fournies principalement aux entreprises ». Toutefois, le chiffre d'affaire a plutôt augmenté dans les branches « industrie du raffinage », « fabrication des produits métallurgiques de base, d'ouvrages en métaux»

L'Excédent Brut d'Exploitation a chuté en 2017 (-13,4%) et la marge brute d'exploitation (EBE/ Chiffres d'affaires) a cédé deux points pour s'établir à 12,2 %. Le résultat net global (différence entre l'ensemble des produits et l'ensemble des charges) a été excédentaire et a cru de 15 % par rapport à 2016.

Rentabilité économique et financière des entreprises

Baisse de la rentabilité économique des entreprises

Le rendement économique, (EBE/IMMOBILISATION BRUT) a baissé et s'est situé à 6,5 % contre 7,4 % en 2016. Ce repli est imputable à la faible rotation des actifs.

En ce qui concerne la rentabilité des ressources stables (EBE/RESSOURCES STABLE NET DES IMMOBILISATIONS FINANCIERE), celle-ci a poursuivi sa tendance baissière entamée depuis 2014 et s'est établi à 19 % en 2017.

Légère hausse de la rentabilité financière des entreprises en 2017

En 2017, la rentabilité financière des entreprises s'est légèrement accru. Le taux s'est établi à 3,9 %, soit 1 point de plus qu'en 2016. Depuis 2015, la rentabilité financière est tirée par l'endettement des entreprises, et plombée par l'effet conjoint d'une faible profitabilité

et rotation insuffisante de l'actif total.

Analyse de l'endettement des entreprises

Coefficient d'endettement élevé et en hausse continue

Le taux d'endettement, ou coefficient d'endettement (« Endettement Total / Capitaux Propres ») s'est situé à 4,5 en 2017 alors qu'il n'était que de 4,0 en 2016. La tendance haussière entamée du coefficient d'endettement se maintient , et ce depuis 2014.

Les branches les moins endettées en 2017 sont « Industrie de la viande et du poisson » (0,3), « Activités éducatives » (0,6), « Activités immobilières » (0,7) et « Industrie des oléagineux et aliments pour animaux»(0,8). Les branches à niveau d'endettement élevé en 2017 sont entre autres « Activité pour la santé humaine et action sociale » (22,8), « Activité d'information et de télécommunications » (14,2), « Activités financières et d'assurance » (12,6), « Sylviculture et exploitation forestière » (9,2).

Outils de production, investissements et immobilisations des entreprises

L'investissement des entreprises baisse

En 2017, l'investissement dans les entreprises modernes du Cameroun a baissée de 3,9 % par rapport à 2016. Le recul des investissements est en majeur partie imputable au secteur secondaire et tertiaire. Dans le secteur primaire, les investissements ont par contre augmenté.

Détérioration du rythme de renouvellement du parc des équipements productifs

Le degré de vieillissement (Amortissements Cumulés/Immobilisations Brutes), s'est établi à 64,9 % en 2017 contre 57,4 % en 2016. La tendance du vieillissement du parc des équipements productifs des entreprises s'est poursuivi. Les branches d'activités disposant des équipements « vétustes » sont la « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a », « Transport et entreposage », « Activités pour la santé humaine et action sociale ». A l'opposé les branches ayant affiché en 2017, un meilleur taux de renouvellement de l'outil de productif sont la « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » (19,8%), « Raffinage du pétrole et cokéfaction », « Extraction des minerais », et « Réparation et installation des machines et équipements ».

Introduction

L'étude économique et financière des entreprises fait partie des publications courantes de l'Institut National de la Statistique (INS). Elle s'appuie sur la collecte des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF), opération qui bénéficie de la collaboration de Direction Générale des Impôts (DGI).

Cette 17^{ème} édition du rapport sur l'étude économique et financière des entreprises, a pour objectif principal d'analyser le comportement économique et financier, ainsi que la structure des bilans des entreprises. Elle s'inscrit dans la continuité de la précédente édition marquée par l'élargissement de la gamme des indicateurs analysés en l'occurrence les investissements, l'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée, etc. Ces indicateurs servent d'outils d'aide à la décision pour orienter les investissements dans certaines branches d'activité. Ainsi, la production de ce rapport permet de répondre à la demande sans cesse croissante d'informations relatives à la performance des entreprises suivant les branches d'activité.

La taille de l'échantillon de l'étude pour le compte de l'année 2017 est restée quasiment stable par rapport à celle de 2016 ,soit 1 269 entreprises (sur 28 872 entreprises modernes répertoriées).

La représentativité dans les branches se situe au-dessus de 80% pour le chiffre d'affaires et l'emploi.

Le présent rapport est structuré en six (06) chapitres. Le premier présente l'environnement institutionnel et macroéconomique. Le second examine l'évolution de l'activité et des profits. Le troisième analyse le capital humain et les caractéristiques de l'emploi. Le quatrième s'appesantit sur la rentabilité des entreprises. Le cinquième examine les outils de production, les investissements et les immobilisations des entreprises. Le sixième aborde l'endettement des entreprises et le financement de l'actif par le passif. Enfin, le septième se consacre à l'analyse de l'investissement des entreprises.

Le présent chapitre donne un aperçu de l'environnement économique international, de l'environnement socio-économique national, ainsi que des faits saillants sur les entreprises modernes au Cameroun en 2017.

1. 1- Environnement économique international

Selon le rapport sur les Perspectives Economiques Mondiales (octobre 2018) publiées par le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance de l'économie mondiale s'est établie à 3,7% en 2017, après 3,2% en 2016. Cette croissance est en progrès de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2016. Cependant, cette relative embellie reste contrastée entre pays. Si l'activité économique se consolide notamment dans la zone euro, au Japon, en Chine, dans les pays émergents d'Europe et en Russie, la croissance est plus faible que prévue aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Inde.

Dans les pays avancés, la croissance s'accélère en 2017, avec un taux de 2,3% après 1,7% en 2016.

Dans la zone euro, le taux de croissance s'est situé à 2,4% en 2017, après 1,8% en 2016. Cette accélération s'explique principalement par une progression des exportations dans un contexte d'élargissement des échanges commerciaux mondiaux. Elle est favorisée aussi par les conditions

financières accommodantes, une demande intérieure vigoureuse et un euro faible.

Dans les pays émergents et ceux en développement, le taux de croissance s'est situé à 4,7% en 2017, après 4,1% en 2016. Ce progrès peut être en liaison avec la poursuite des réformes structurelles conjuguées au dynamisme de l'investissement et à la robustesse de la consommation privée. La Chine et l'Inde se distinguent des autres pays et affichent un niveau d'activité plus élevé (respectivement 6,9% et 6,7%).

Dans la CEMAC, en 2017 le taux de croissance économique (+0,2%) demeure très faible comme en 2016. Il faut souligner qu'entre 2014 et 2016, les recettes d'exportations de pétrole ont baissé quasiment de moitié, du fait de la chute des cours internationaux. De même, les politiques budgétaires nationales expansionnistes et une politique monétaire accommodante ont contribué à réduire les réserves de change qui ont chuté à 2,3 mois d'importations en fin 2016, menaçant ainsi la stabilité du franc CFA.

1. 2- Environnement socio-économique national

1. 2. 1- Environnement institutionnel et réglementaire

En 2017, plusieurs réformes d'ordre institutionnel et réglementaire ont été mises en œuvre par le Gouvernement, à l'effet d'accroître éventuellement la performance de l'économie et d'améliorer les conditions de vie de la population. L'on peut énumérer, sans être exhaustif, les programmes et actions réalisés en liaisons avec lesdites réformes.

Dans le cadre du projet intitulé « Mise à niveau et Développement du Réseau de Transport d'Électricité » signé avec la Banque Mondiale, un crédit de 325 millions de dollars US a été obtenu pour l'opérationnalisation effective de la Société Nationale de Transport de l'électricité (SONATREL). S'agissant du transport aérien, le Gouvernement a réhabilité

les aéroports de Bafoussam et de Bamenda, à l'effet d'accroître le rendement domestique de la société Cameroon Airlines Corporation (Camair Co).

Dans le domaine des finances publiques, le Président de la République a promulgué courant juillet deux lois à savoir :

- a) loi N°2017/010 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Etablissements Publics ;
- b) loi N°2017/011 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Entreprises Publiques.

Lesdites lois visent l'amélioration de la gouvernance et le renforcement de l'efficacité des entreprises publiques et établissements publics.

1. 2. 2- Environnement social

Dans le domaine social, le Gouvernement, avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale, a poursuivi la mise en œuvre du Projet Filets Sociaux destinés à soutenir 82.000 ménages dans les régions de l'Extrême-nord, du Nord, de l'Adamaoua, de l'Est et du Nord-Ouest, ainsi que dans les villes de Douala et de Yaoundé. Il est mis en œuvre à travers trois programmes, notamment les Transferts Monétaires Ordinaires (TMO), les Transferts Monétaires d'Urgence (TMU) et les Travaux publics à Haute Intensité

de Main d'œuvre (THIMO).

Jusqu'en juin 2017, environ 40.000 ménages ont bénéficié de TMO, 6.000 ménages de TMU et 15.000 ménages de THIMO. Les ménages bénéficiaires ont reçu au total 5,9 milliards, dont 4,8 milliards pour les transferts monétaires.

1. 2. 3- Contexte macroéconomique

• Croissance

En 2017, la croissance économique a connu un ralentissement passant de 4,6% en 2016 à 3,5%. Cette baisse d'activité peut être imputable à la chute de la production dans le secteur pétrolier, à la crise que traverse la zone CEMAC, aux perturbations dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord. Cependant, il faut relever que l'offre de l'énergie a été améliorée et les industries manufacturières ont enregistré une nette progression de leurs activités.

Sous l'optique de l'offre, l'on note que tous les trois secteurs d'activités ont enregistré une croissance moindre que celle de 2016.

Le secteur primaire représente 13,5% du PIB réel. Les activités de ce secteur progressent de 3,2% après 5% en 2016. Cette décélération est principalement due au recul des activités de la branche agriculture. Ce recul est en effet consécutif aux perturbations d'activités dans les bassins de production des régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, à la baisse des cours des produits d'exportation, ainsi qu'aux conditions climatiques peu favorables. Ce secteur a contribué à la croissance économique à hauteur de 0,4 point.

Le secteur secondaire représente 26,3% du PIB réel. Ce secteur croît de 1,3% contre 3,6% en 2016. A l'exception de la branche des industries extractives pour laquelle le PIB fléchit de 16,1%, les autres branches du secteur enregistrent une nette progression de leurs activités. Cette bonne tenue du secteur non pétrolier est essentiellement soutenue

par les industries manufacturières et le BTP. L'amélioration de la performance de ces industries de fabrication peut être due à l'accroissement de l'approvisionnement en énergie électrique. Il faut également relever que la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures routières, la mise en œuvre des travaux liés aux préparatifs de la CAN 2019, ainsi que l'urbanisation croissante observée dans les grandes agglomérations permet au secteur du BTP d'enregistrer de bonne performance. Ce secteur enregistre sa plus faible contribution (0,3 point) à la croissance économique depuis 2011.

Quant au secteur tertiaire qui représente 52,8% du PIB réel, il affiche une croissance de 4,3% après 4,9% en 2016. C'est ce secteur qui a essentiellement soutenu la croissance en 2017, avec une contribution de 2,3 points. Cette embellie est la résultante de la bonne tenue des certaines branches, notamment :

- a) « transports, entrepôts et communication », suite au regain d'activités de la compagnie Camair-Co dans les corridors desservant les pays voisins
- b) « banques et organismes financiers », conséutivement au développement du Mobile money;
- c) « Administration publique et sécurité sociale » ;
- et (iv) « santé et action sociale » .

Tableau 1 : Ventilation du PIB réel par secteur d'activité

Libellé	PIB réel (en milliards de FCFA)		Taux de croissance réel du PIB (en %)		Contribution à la croissance du PIB réel (en %)	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Secteur primaire	2048,7	2114,5	5,0	3,2	0,7	0,4
Agriculture	1447,2	1479,8	6,0	2,2	0,6	0,2
Elevage et chasse	225,7	236,3	4,3	4,7	0,1	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	321,2	341,6	1,2	6,3	0,0	0,1
Pêche et pisciculture	54,4	56,9	5,0	4,5	0,0	0,0
Secteur secondaire	4065,6	4116,6	3,6	1,3	1,0	0,3
Industries extractives	1024,0	859,1	-3,4	-16,1	-0,2	-1,1
dont extraction d'hydrocarbures	1011,1	845,6	-3,6	-16,4	-0,3	-1,1
Industries Agro-alimentaires	917,3	986,5	5,7	7,5	0,3	0,5
Autres Industries manufacturières	1108,0	1169,8	4,4	5,6	0,3	0,4
Production et distribution d'électricité	101,1	107,1	3,3	5,9	0,0	0,0
Production et distribution d'eau et assainissement	99,0	105,4	-1,4	6,5	0,0	0,0
BTP	816,2	888,7	10,4	8,9	0,5	0,5
Secteur tertiaire	7906,4	8249,4	4,9	4,3	2,6	2,3
Commerce, réparation véhicules	2513,4	2627,6	5,6	4,5	0,9	0,8
Restaurants et hôtels	254,6	268,2	6,6	5,3	0,1	0,1
Transports, entrepôts, communications	844,2	880,0	2,2	4,2	0,1	0,2
Informations et télécommunications	350,4	370,4	6,0	5,7	0,1	0,1
Banques et organismes financiers	401,9	425,9	5,2	6,0	0,1	0,2
Administration publique, sécurité sociale	1061,1	1112,3	3,6	4,8	0,3	0,3
Éducation						
465,8	485,4	6,0	4,2	0,2	0,1	
Santé et action sociale	288,8	298,8	0,8	3,5	0,0	0,1
Autres services	1726,2	1780,8	5,9	3,2	0,7	0,4
Total des valeurs ajoutées	14020,7	14480,5	4,5	3,3	4,2	3,0
Impôts et taxes nets des Subventions	1072,6	1148,5	6,1	7,1	0,4	0,5
PIB	15093,3	15629,0	4,6	3,5	4,6	3,5

Source : INS/Comptes Nationaux (base 100 = 2005)

Sous l'optique de la demande, la demande des produits agricoles et sylvicoles, des consommation finale demeure le principal moteur de la croissance avec une contribution de 2,6 points au PIB en 2017. Comme en 2016, sa progression se stabilise à 3,3% en 2017. La consommation privée croît de 4,3%, tirée principalement par la viandes, des poissons et, des services d'information et de communication. A contrario, les dépenses de consommation finale publique décélèrent de 1,6%. Cette décélération peut être en liaison avec la politique de rationalisation des dépenses publiques

à travers la réduction du train de vie de l'Etat.

L'investissement a connu un ralentissement par rapport à 2016. Il enregistre une croissance de 4,2% après 6,5% en 2016. Ce ralentissement est induit principalement par la chute de l'investissement public qui passe de 15,2% en 2016 à -6% en 2017. Ceci peut s'expliquer en partie par le fait que plusieurs projets de première génération, entamés il y a plusieurs années, soient en phase d'achèvement. Par ailleurs, la crise sécuritaire que traverse le pays affecte négativement le niveau d'exécution du BIP dans certaines régions. L'investissement a contribué à hauteur de 1,1 point à la croissance économique.

De façon globale, l'on relève que les échanges avec l'extérieur se sont détériorés en 2017. La demande extérieure nette grève la croissance de 0,2 point. En effet, les exportations et les importations ont tous enregistré une baisse. La baisse des

exportations de biens et services plus prononcée que celle des importations de même nature.

Le volume des exportations continu de reculer en 2017 (-1,6%) après celui de -0,6% enregistré en 2016. Cette situation est imputable essentiellement à la décélération de 5% du volume des biens exportés consécutive à la baisse des ventes des produits de l'agriculture d'exportation.

Pour ce qui est de la croissance du volume des importations, elle a régressé de 0,6% après le recul de 1,5% enregistré en 2016. S'agissant des prix, l'inflation reste maîtrisée et se situe à 0,6% en 2017, contre 0,9% en 2016. Cette situation peut s'expliquer essentiellement par la stabilité des prix des produits alimentaires, la baisse des prix des produits importés ainsi que les mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère.

Tableau 2 : Les emplois du PIB en volume

Libellé	Volume des emplois du PIB		Taux de croissance des emplois du PIB (en %)		Contribution à la croissance du PIB réel (en %)	
Années	2016	2017	2016	2017	2016	2017
1. Dépense de Consommation Finale	12006,0	12402,2	3,3	3,3	2,7	2,6
Privée	9983,7	10411,9	3,3	4,3	2,2	2,8
Publique	2022,3	1990,3	3,2	-1,6	0,4	-0,2
2. Investissements (3+4)	3946,1	4113,2	6,5	4,2	1,7	1,1
3. FBCF	3948,5	4106,1	4,8	4,0	1,2	1,0
Privée	3110,2	3318,0	2,3	6,7	0,5	1,4
Publique	838,3	788,1	15,2	-6,0	0,8	-0,3
4. Variation des stocks	-2,4	7,1	-96,3	-395,1	0,4	0,1
5. Exportations nettes (6-7)	-858,8	-886,4	-4,8	3,2	0,3	-0,2
6. Exportations	3205,3	3154,3	-0,6	-1,6	-0,1	-0,3
Exportations des biens	2435,9	2314,1	-4,4	-5,0	-0,8	-0,8
Exportations des services	769,4	840,3	13,6	9,2	0,6	0,5
7. Importations	4064,2	4040,7	-1,5	-0,6	-0,4	-0,2
Importations des biens	3154,8	3034,3	-2,0	-3,8	-0,5	-0,8
Importations des services	909,4	1006,4	0,2	10,7	0,0	0,6
PIB (1+2+5)	15093,3	15629,0	4,6	3,5	4,6	3,5

Source : INS/Comptes Nationaux (base 100 = 2005)

- Compétitivité et attractivité économique**

La compétitivité est analysée d'une part, sous la dimension conjoncturelle à travers les taux de change et les termes de l'échange, et d'autres part sous la dimension structurelle à travers le classement fait par le Forum Economique Mondial.

Selon l'approche conjoncturelle, l'économie camerounaise perd en matière de compétitivité en 2017. En effet, le Taux de Change Effectif Réel (TCER) qui mesure le niveau de compétitivité-prix de l'économie s'est apprécié de 0,2%. Cette évolution est imputable essentiellement à l'appréciation de 2,6% du Taux de Change Effectif Nominal (TCEN).

Par contre sur le plan structurel, le Cameroun améliore son indice de compétitivité, passant de 3,58 points en 2016 à 3,65 en 2017 selon le Rapport 2018 du Forum Economique Mondial. Le pays gagne alors trois places et occupe le 116ème rang sur 137 pays classés. A titre de rappel, le Rapport du Forum Economique Mondial présente chaque année un classement des pays les plus compétitifs du monde en se basant sur douze indicateurs synthétiques.

Tableau 3 : Evolution (%) du Taux de change et des termes de l'échange en 2016 et 2017

Libellés	2016	2017
TCER	2,0	0,2
TCEN	3,6	2,6
Terme de l'échange	2,4	-5,1

Source : FMI, avril 2018 (base 100 = 2010)

Le Gouvernement a poursuivi les réformes pour l'amélioration de l'environnement des affaires, notamment dans le cadre du Cameroon Business Forum (CBF). Dans cette optique, les différentes recommandations retenues lors des sessions de 2017 du CBF sont en cours de mise en œuvre.

Selon le classement des pays en matière de facilité d'y faire les affaires présenté dans le rapport

Doing Business 2018 de la Banque Mondiale, le Cameroun gagne trois places par rapport à 2016 et occupe le 163ème rang sur 190 économies classées. Le pays améliore son rang grâce à une meilleure gestion des risques de crédit. Le Cameroun a mis en place un fichier bancaire national des entreprises et une centrale des incidents des paiements.

1. 3- Faits saillants sur les entreprises

Les faits saillants font ressortir les évènements majeurs qui sont intervenus dans la vie des entreprises courant 2017. Il s'agit notamment des créations, fusions, acquisitions et cessions.

1. 3. 1- Crédit d'entreprises

En 2017, l'on note la création des entreprises de moyenne et grande importance, essentiellement dans le secteur du BTP. Cette situation peut s'expliquer en partie par la multitude des chantiers engagés par le pays au profit de la CAN 2021.

Tableau 4: Liste des grandes entreprises créées en 2017

RAISON SOCIALE	SIGLE	NIU	ACTIVITE PRINCIPALE	FORME JURIDIQUE
ANHUI SHUIAN CONSTRUCTION GROUP	ANHUI SHUIAN CONSTRUCTION	M021712588378D	BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS ET MAINTENANCE	SARL
CBMI CONSTRUCTION	CBMI CONSTRUCTION	M021712616327E	INGENIERIE ET CONSTRUCTION	SA
ELECNOR SUCCURSALE	ELECNOR SUCCURSALE	M051712632204D	BATIMENTS TRAVAUX PUBLICS	SA
KRIBI CONTENEURS TERMINAL	KCT	M101712649234J	MANUTENTION	SA
KT & CO BTP SA	KT & CO BTP SA	M021712602705W	EXPLOITATION DES CARRIERES	SA
PIZZAROTI BRANCH CAMEROON	PIZZAROTI BRANCH CAMEROON	M031712616553Z	BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	SA
SETRACO NIGERIA LIMITED	SETRACO NIGERIA LIMITED	M011712587241L	BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	SA
STE MOTA ENGIL INGENHARIA E CONSTRUCAO AFRICA	STE MEECA SARL	M071712637971R	BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	SARL
ZHEJIANG PROV TRANS ENG CONS GP CO LTD	ZTCC CAMEROUN SARL	M021712588763P	BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	SARL

Source : MINFI/DGI

1. 3. 2- Fusions, acquisitions et cessions

Dans le domaine de la réforme des entreprises publiques, il a été procédé en avril 2017 à la cession à la société camerounaise RONAX Invest Sarl, des actifs résiduels de la Station de l'ex-Office National de Développement de l'Aviculture et du Petit Bétail (ONDAPB) de Douala, soumis à la procédure de privatisation par décret du Président de la République.

Le présent chapitre analyse l'activité des entreprises à partir de l'évolution des principaux soldes caractéristiques de gestion, en l'occurrence le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation et le résultat net.

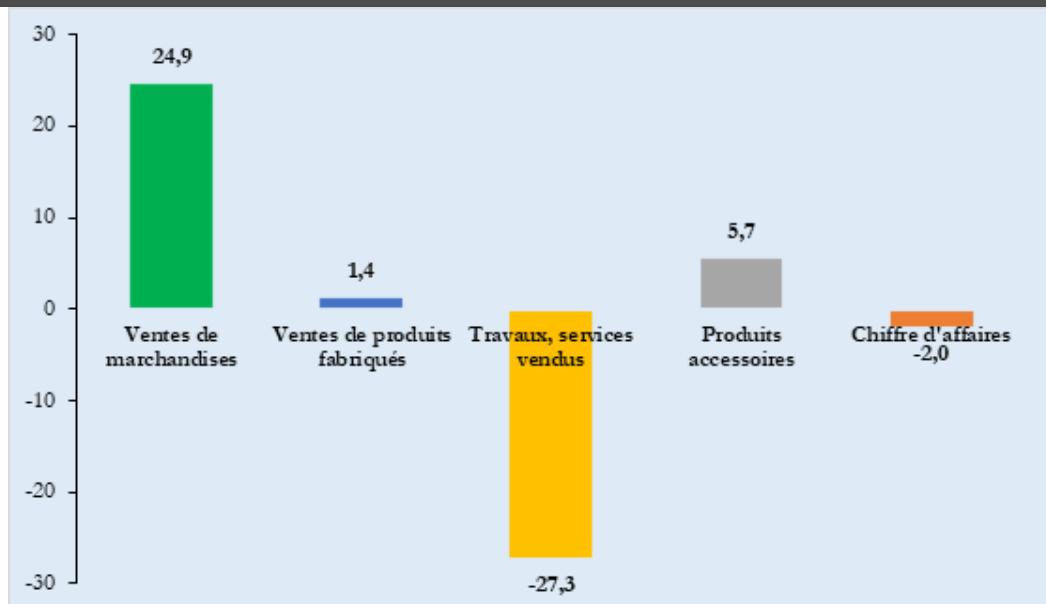
2. 1- Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires hors taxes baisse de -2,0% après -4,3% en 2016.

Le contexte reste marqué par la crise sécuritaire dans les régions du Nord-ouest, du Sud-ouest, de l'Est et de l'Extrême-nord. Le segment des entreprises modernes poursuit le fléchissement entamé en 2016. En effet, l'analyse de la structure du chiffre d'affaires fait ressortir la nette chute des travaux et services vendus (-27,3%). La tendance haussière des ventes de marchandises (+24,9%),

de l'activité manufacturière (+1,4%) et des produits accessoires (+5,7%) permettent d'atténuer cette baisse du chiffre d'affaires.

Graphique 1 : Variation du chiffre d'affaires et de ses composantes entre 2016 et 2017 (%)



Source : INS/Base des données des DSF

Par branche d'activité, la performance des entreprises en termes de chiffre d'affaires a chutée dans les activités de Construction (-13,2%), l'Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques (-5,8%), les activités financières et d'assurances (-11,4%), les Activités fournies principalement aux entreprises (-16,4%), le Transport et entreposage (-2,7%) ; le Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules (-2,8%), et l'Industrie de boissons (-2,8%).

En revanche le chiffre d'affaires a augmenté dans l'industrie de raffinage (+16,5%), la fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (+6,9%) ; la fabrication de produits minéraux non métalliques (+4,2) ; les activités d'information et de télécommunication (+3,9%) ; la production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné (+1,5%) et l'agriculture (+0,6%).

Tableau 5 : Structure et évolution du chiffre d'affaires entre 2016 et 2017

Branche d'activité	Répartition du CA en 2017 (%)	Variation du CA entre 2017 et 2016 (%)
Chiffre d'affaires global	100,0	-2,0
Dont principales branches		
Agriculture	2,5	+0,6
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	4,0	-5,8
Industrie de boissons	5,0	-2,8
Raffinage du pétrole et cokéfaction	6,3	+16,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,1	+4,2
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	2,8	+6,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	3,9	+1,5
Construction	4,7	-13,2
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	28,1	-2,8
Transport et entreposage	6,2	-2,7
Activité d'information et de télécommunications	8,0	+3,9
Activités financières et d'assurance	8,7	-11,4
Activités fournies principalement aux entreprises	2,9	-16,4

Source : INS/Base des données des DSF

Encadré 1 : Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de chiffre d'affaires

En 2017, la Société Nationale de Raffinage (SONARA) continue d'occuper la première place en termes de chiffre d'affaires. De même, les autres membres du top 5 maintiennent leurs positions. Les mouvements sont observés à partir de la sixième place. TRADEX (6ème) gagne une place au détriment de MTN Cameroon (7ème). ALUCAM (10ème) gagne cinq places de même que OILIBYA (13ème) qui retrouve par ailleurs le top 15. Le secteur tertiaire domine ce top 15 avec 9 entreprises présentes . Le secteur secondaire suit avec 4 entreprises et le secteur primaire (une entreprise)

Rang	Raison sociale	Sigle	Evolution par rapport à 2016
1	Société Nationale de Raffinage	SONARA	=
2	Société Générale du Cameroun	SGC	=
3	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun	SABC	=
4	TOTAL Cameroun SA	TOTAL SA	=
5	Energy of Cameroon	ENEAO	=
6	TRADEX	TRADEX	+1
7	MTN CAMEROON SA	MTN CAMEROON SA	-1
8	ORANGE CAMEROUN SA	ORANGE CAMEROUN SA	+1
9	CONGELCAM SA	CONGELCAM SA	+1
10	ALUCAM	ALUCAM	+5
11	Société de Développement du Coton	SODECOTON	+3
12	OLAM CAM SA	OLAM CAM SA	-1
13	LIBYA OIL CAMEROON	OILLIBYA	+5
14	Addax Petroleum Cameroon Company	APCC	-1
15	Cameroon Telecommunications	CAMTEL	+2

2.2- Evolution de la valeur ajoutée

En 2017, la valeur ajoutée globale créée par les entreprises modernes a connu une baisse de -6,8%. Cette évolution est toutefois contrastée selon les branches d'activités. L'on observe des mauvaises performances dans les branches le Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules (-27,2%), l' Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques (-25,0%) ; la Construction (-8,4%), le Transport et entreposage (-6,2%) et les Activités fournies principalement aux entreprises (-11,8%). Par contre, l'on enregistre une augmentation de la richesse créée dans d'autres branches, notamment, l'Agriculture (+67,6%), l'Industrie des oléagineux

et d'aliments pour animaux (+29,7%), les Activités financières et d'assurances (+22,4%), l'Industrie de boissons (+3,5%).

En 2017, le taux de valeur ajoutée global ressort à 23,0%. Il enregistre une baisse de -1,1 point de pourcentage par rapport à 2016. Certaines branches d'activités se distinguent par leur taux d'intégration très élevé. Il s'agit notamment de l'Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques (67,2%), Transport et entreposage (43,8%) après 45,5% en 2016, Activité d'information et

de télécommunications (38,6%) après 40,6% en 2016, les Activités fournies principalement aux entreprises (39,7%), Activités financières et d'assurances (35,5%) après 25,7% en 2016.

Tableau 6 : Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée (en %)

Branche d'activité	Poids des branches dans la VA	Taux de croissance de la VA	Taux de VA	
			2016	2017
Valeur ajoutée globale	100,0	-6,4	24,1	23,0
Dont principales branches				
Agriculture	3,0	+67,6	16,2	27,0
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	11,7	-25,0	84,4	67,2
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,3	-2,7	34,1	29,6
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,3	+29,7	28,0	29,8
Industrie de boissons	5,8	+3,5	25,0	26,7
Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,0	+17,8	19,4	21,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	5,2	-2,3	31,6	30,4
Construction	4,1	-8,4	19,2	20,2
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	10,8	-24,4	11,3	8,8
Transport et entreposage	11,7	-6,2	45,5	43,8
Activité d'information et de télécommunications	13,4	-1,1	40,6	38,6
Activités financières et d'assurance	13,5	+22,4	25,7	35,5
Activités fournies principalement aux entreprises	5,0	-11,8	37,6	39,7

Source : INS/Base des données des DSF

Encadré 2: Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de valeur ajoutée

En 2017, Addax Petroleum Cameroon Company SA est la première entreprise du Cameroun en termes de valeur ajoutée. Elle déclasse ainsi la société MTN Cameroon. Cette dernière perd deux places pour fermer le podium. La Société Anonyme des Brasseries du Cameroun gagne une place pour se hisser en deuxième position. Cameroon telecommunications gagne deux places et entre dans le top 5. Les grands bonds sont effectués par AfriLand First Bank qui gagne 33 places et se hisse au 11 rang et surtout la SNH, 15^e au classement après un gain de 73 places.

Rang	Raison Sociale	Evolution par rapport à 2016
1	Addax Petroleum Cameroon Company SA	+1
2	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun (SABC)	+1
3	Mobile Telecommunications Network (MTN Cameroon S.A)	-2
4	Energy of Cameroon (ENEKO)	=
5	Cameroon telecommunications	+2
6	Addax Petroleum Cameroon Limited Iroko	=
7	Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit	+1
8	Orange Cameroun	-3
9	Société Générale du Cameroun (SGC)	=
10	Cameroon Oil Transportation Company SA (COTCO)	+2
11	AfriLand First Bank	+33
12	Société Commerciale de Banque du Cameroun (SCB)	-1
13	CameroonOil Terminal SA (COTSA)	-3
14	Perenco Cameroon SA	+4
15	Société Nationale des HydrocarburesIHS Cameroon SA	+73

Source : INS/Base des données des DSF

2.3- Evolution de la marge brute d'exploitation

En 2017, l'EBC fléchit de -13,4%. Cette évolution est consécutive à la forte dégradation observée dans les branches du Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules (-35,3%) ; Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques (-28,7%) ; Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné (-11,0%) ; Transport et entreposage (-9,7%) ; Activité d'information et de télécommunications (-5,3%). Toutefois, cette baisse a été endiguée par la hausse de la profitabilité dans la branche Activités financières et d'assurance (+30,4%).

La marge brute d'exploitation (EBC/Chiffre d'affaires) est de 12,2%, en léger repli par rapport à 2016 (13,9%).

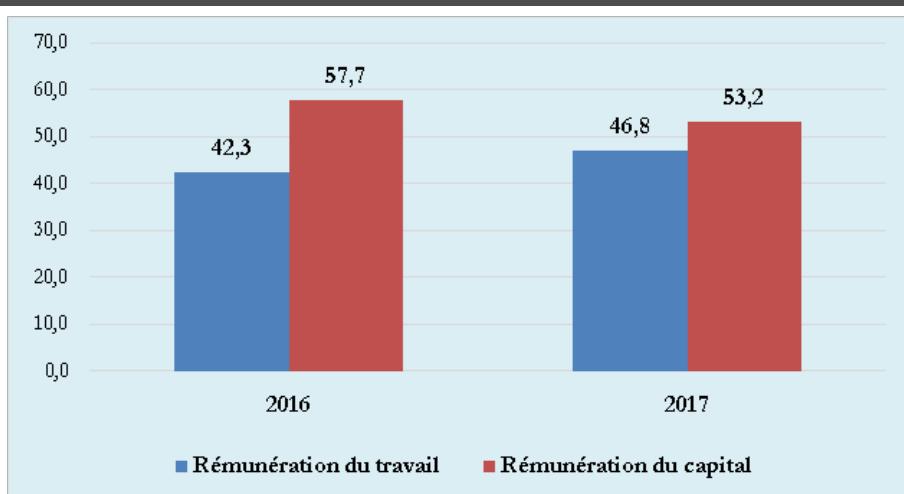
Tableau 7 : Evolution de l'excédent brut d'exploitation et du taux de marge brute d'exploitation (en %)

Ensemble	Excédent brut d'exploitation		Taux de marge brute d'exploitation	
	Poids en 2017 (en %)	Taux de croissance 2016-2017	2016	2017
	100,0	-13,4	13,8	12,2
Dont principales branches :				
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	18,5	-28,7	74,9	56,7
Industrie de boissons	5,8	-0,7	14,0	14,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	5,3	-11,0	18,7	16,4
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	12,4	-35,3	8,1	5,4
Transport et entreposage	11,3	-9,7	24,2	22,5
Activité d'information et de télécommunications	15,1	-5,3	25,4	23,1
Activités financières et d'assurance	17,2	+30,4	16,4	24,1

Source : INS/Base des données des DSF

2.4- Partage de la valeur ajoutée

Graphique 2 : Evolution du partage de la valeur ajoutée entre le travail et capital (en %)



Source : INS/Base des données des DSF

En 2017, le taux de rémunération du capital ressort à 53,2% (soit 4,5 points de pourcentage de moins qu'en 2016) tandis que 46,8% de la richesse retourne au facteur travail.

La branche «Activités financières et d'assurance» accentue la rémunération de ses actionnaires. La part de l'EBE dans la VA y est de 67,9%, soit +4,1 points de pourcentage par rapport à 2016.

A contrario, le facteur travail augmente de part dans certaines branches d'activités. Il s'agit notamment du commerce, services aux entreprises et extraction.

Tableau 8: Évolution du taux de marge des entreprises entre 2016 et 2017

Ensemble	Valeur ajoutée		Poids de l'EBE dans la VA	
	Répartition	Taux de croissance	2016	2017
		2016-2017		
	100,0	-6,8	57,7	53,2
Dont principales branches :				
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	11,7	-25,0	88,6	84,3
Industrie de boissons	5,8	+3,5	56,0	53,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	5,2	-2,3	59,3	54,1
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	10,8	-27,2	72,9	61,5
Transport et entreposage	11,7	-6,2	53,2	51,3
Activité d'information et de télécommunications	13,4	-1,1	62,6	59,9
Activités financières et d'assurance	13,5	+22,4	63,8	67,9
Activités fournies principalement aux entreprises	5,0	-11,8	37,0	28,9

Source : INS/Base des données des DSF

2.5- Evolution du résultat net

En 2017, le résultat net global des entreprises est excédentaire et en hausse de +28,7% par rapport à 2016. Durant cet exercice, la marge bénéficiaire dégagée par les entreprises est de 1,0%. Par rapport à 2016, cette marge bénéficiaire est restée quasiment stable (+0,3 point).

Dans le détail, seize (16) branches d'activités dégagent des profits en 2017. Cependant, ces branches se distinguent par l'évolution de leur performance. Certaines branches connaissent une baisse de leur marge bénéficiaire, notamment, le Transport et entreposage (-1,4 point de pourcentage)

; les « Activités éducatives » (-1,1 point) ; et l'Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre (+0,7 point). A contrario, l'évolution du chiffre d'affaires a permis une amélioration des bénéfices dans certaines branches. Il s'agit notamment de : l'Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques (+7,5 points), l'Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux (+3,5 points), l'Industrie de boissons (+2,8 points), l'industrie du textile et de la confection (+17,3 points), réparation et installation des machines et équipements (+29,2 points).

Tableau 9: Évolution du taux de marge nette des entreprises de 2016 à 2017 des branches à résultat positif

Libellé de la branche	Marge bénéficiaire (RNT/CA)	
	2016	2017
Elevage et chasse	-8,3	3,6
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	13,8	21,3
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,2	1,5
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	1,5	5,0
Industrie de boissons	1,7	3,5
Industries du textile et de la confection	-13,9	3,4
Industries du bois sauf fabrication des meubles	1,5	3,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	-1,7	2,5
Réparation et installation des machines et équipements	-16,4	12,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	4,9	7,1
Construction	-1,1	0,6
Hébergement et restauration	0,6	1,2
Transport et entreposage	8,3	6,9
Activités financières et d'assurance	0,7	4,5
Activités fournies principalement aux entreprises	8,4	8,8
Activités éducatives	4,6	3,5
Ensemble	1,1	1,3

Source : INS/Base des données des DSF

Dans ce chapitre, la rentabilité des entreprises est analysée au travers de trois (03) ratios : le rendement économique, la rentabilité des ressources stables, et la rentabilité financière.

3.1- Rendement économique

En 2017, le rendement économique s'est établit 6,8%. Il est en net repli après 9,1% en 2015 et 8,2% en 2016. Cette baisse est imputable à la faible rotation des actifs qui a par ailleurs évolué dans le même sens que la rentabilité économique entre 2015 et 2017.

Encadré 3: analyse du rendement économique

Le rendement économique rapporte l'Excédent Brut d'Exploitation aux Immobilisations brutes. Il se décompose de la manière suivante :

$$\frac{(\text{Excédent Brut d'Exploitation})}{(\text{Immobilisations brutes})} = \frac{(\text{Excédent Brut d'Exploitation})}{(\text{Chiffre d'affaires(HT)})} \times \frac{(\text{Chiffre d'affaires(HT)})}{(\text{Immobilisations brutes})}$$

La première composante est le taux de marge brute d'exploitation qui est le rapport entre l'excédent brut d'exploitation et le Chiffre d'affaires hors taxes. La seconde composante est le taux de rotation du capital immobilisé qui rapporte le Chiffre d'affaires hors taxes sur les immobilisations brutes.

D'un point de vue statique, le rendement économique (RE) peut être jugé favorable ou non selon le découpage suivant :

- RE <0, dans ce cas l'entreprise subit des pertes opérationnelles qui peuvent s'expliquer par exemple par une guerre des prix ;
- 0<RE<5%, rendement jugé faible ;
- 5%<RE<10%, zone d'incertitude (ou intermédiaire) ;
- RE>10%, rendement favorable (ou élevé).

Tableau 10: Évolution du rendement économique (en %)

	2015	2016	2017
Marge brute d'exploitation (en %)	12,6	13,9	12,2
Rotation de l'actif immobilisé	0,7	0,6	0,6
Rendement économique (en %)	9,1	8,2	6,8

Graphique 3 : ÉVOLUTION DU RENDEMENT ÉCONOMIQUE (en %)

Rendement économique des entreprises (en %)



2013 2014 2015 2016 2017

3.1.1 Les branches à rendement économique négatif

Des charges élevées brident la performance dans dix (10) branches d'activité. Les dix (10) branches d'activité, renseignées dans le tableau 11, présentent un rendement économique négatif en 2017, contre onze (11) en 2016. Certaines branches affichent une rentabilité économique structurellement négative depuis 2015. Il s'agit d'une part de l'Industrie de la viande et du poisson ; Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières ; de la Fabrication de meubles; activités de fabrication n.c.a.; de l'Activité pour la santé humaine et action sociale dont la contreperformance est imputable aux charges de personnels plus élevées que la valeur ajoutée générée. D'autre part les branches Industrie du cuir et des chaussures ; le raffinage du pétrole et la cokéfaction ; la Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux se caractérisent par des consommations intermédiaires plus élevées que la production.

Par ailleurs, trois (03) branches tombent dans la contreperformance du fait des charges de personnel plus élevées en 2017, après avoir été rentables en 2015 et 2016. Il s'agit du Travail des grains et fabrication des produits amylacés. c'est la première fois depuis 2013 qu'on assiste à un EBE négatif. Cette situation est due à une baisse générale du profit dans cette branche et plus particulièrement au niveau de la Société Camerounaise de Transformation du Blé.

Tableau 11: BRANCHES À RENDEMENT ÉCONOMIQUE NÉGATIF EN 2017 (EN %)

code branche	branche	EBE/IB		
		2015	2016	2017
7	Industrie de la viande et du poisson	-1,8	-1,7	-8,2
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	3,5	2,0	-0,4
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	2,3	-0,3	-1,2
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	-0,8	-1,2	-1,4
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-4,6	-1,7	-1,6
7	Industrie de la viande et du poisson	-1,3	-1,3	-1,7
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,0	-1,1	-2,1
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-19,2	-13,5	-3,2
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	-5,3	-0,7	-5,2
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-32,6	-29,2	-20,1

Source : INS/Base des données des DSF

3.1.2 Les branches à rendement économique faible

Les branches à faible rendement économique sont celles dont ledit rendement positif est inférieur à 5%. Neuf (09) branches d'activité se retrouvent dans cette situation.

La première catégorie concerne les branches dont la faible rentabilité économique est imputable à la faible marge d'exploitation en dépit qu'un taux de rotation de l'actif supérieur à la moyenne. Il s'agit des branches qu'est : l'agriculture ; la sylviculture et exploitation forestière ; l'extraction des minéraux ; la fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction ; la fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques.

L'agriculture renoue avec les profits en 2017 après deux années consécutives de pertes notamment grâce au dynamisme de l'agriculture vivrière due à la reprise progressive des échanges avec les pays frontaliers (Nigéria, Tchad).

La sylviculture et exploitation forestière dont les marges se sont fortement détériorées depuis 2015 a enregistré une chute de 11,5 points de pourcentage entre 2015 et 2017. La reprise de la demande en Chine et chez les principaux partenaires de l'Union Européenne n'a que très faiblement impacté les profits, notamment du fait au resserrement fiscale sur l'exportation des grumes d'une part et des charges d'exploitation élevées d'autre part.

La deuxième catégorie est constituée des branches dont le faible rendement est imputable au faible taux de rotation de l'actif à mettre une marge d'exploitation au dessus de la moyenne. Il s'agit des branches suivantes : Réparation et installation des machines et équipements ; Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné ; Activités immobilières.

La branche Réparation et installation des machines et équipements a recommencé à être rentable en 2017, après des pertes réalisées en 2015 et 2016 débouchant à des rentabilités négatives. La branche « activités immobilières », quant à elle, enregistre une marge d'exploitation élevée (41,4%). Toutefois, le chiffre d'affaires réalisé par la branche

demeure faible pour couvrir l'actif immobilisé ; ceci est traduit par le taux de rotation de l'actif égal à 0,1.

La troisième catégorie est constituée d'une branche d'activité dont le faible rendement s'explique par l'effet conjoint de la faible marge d'exploitation et du faible taux de rotation de l'actif. En outre les branches « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » , Agriculture et Réparation et installation des machines et équipements renouent avec un rendement positif après un EBE négatif en 2015 et 2016. Il s'agit de la branche « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets ». Depuis 2015, cette branche affiche une rentabilité faible et en repli (de 2,4% en 2015 à 0,8% en 2017). Par ailleurs on note une forte baisse du rendement économique en 2017 dans les branches « Transport et entreposage» et « Hébergement et restauration» qui ont basculer ces branches à rendement économique intermédiaire à la classe faible.

TABLEAU 13: BRANCHES À FAIBLE RENDEMENT ÉCONOMIQUE EN 2017 (EN %)

Code branche	Branche	EBE/IB			Marge en 2017 (en)	Rotation en 2017
		2015	2016	2017		
1	Agriculture	-2,3	-3,2	2,0	3,9	0,5
3	Sylviculture et exploitation forestière	15,7	8,8	4,2	3,8	1,1
6	Extraction des minerais	0,9	4,8	2,8	4,9	0,6
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	2,9	7,4	3,4	5,1	0,7
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	6,2	6,2	3,0	3,3	0,9
28	Réparation et installation des machines et équipements	-1,1	-1,2	0,9	13,6	0,1
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	2,9	4,9	4,3	16,4	0,3
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	2,4	1,5	0,8	7,9	0,1
37	Activités immobilières	2,1	1,8	2,6	41,4	0,1
ENSEMBLE		9,1	8,2	6,8	12,3	0,5

Source : INS/Base des données des DSF

3.1.3- Les branches à rendement économique intermédiaire

Les branches à rendement économique intermédiaire ont des ratios compris entre 5 et 10%. Neuf (09) branches d'activité sur trente-sept (37) sont dans ce groupe. Elles peuvent être structurées en trois sous -catégorie.

La première est constituée des branches présentant des marges d'exploitation et des taux de rotation de l'actif supérieurs à l'ensemble des branches. Il s'agit de l'industrie du cacao, du café, du thé et du sucre ; l'industrie de boissons ; et les activités éducatives.

La branche « industrie du cacao, du café, du thé et du sucre » enregistre un repli de -0,8 point de pourcentage par rapport à l'année 2015 où son rendement était élevé (10,2%). Malgré d'importants investissements réalisés afin d'accroître les capacités de production, les entreprises de cette branche ont subi les effets néfastes de la situation dans les

régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui a accru le coût des matières premières. En conséquence a plombé la valeur ajoutée, en replie de -2,7 points de pourcentage par rapport à 2016, et les marges d'exploitations ont régressé de -0,2%, après -0,7% en 2016.

L'industrie de boissons enregistre un rendement de 7,8%. Ce rendement est en repli de -1 point de pourcentage par rapport à 2016, et de -2 points par rapport à 2015. Cette baisse est imputable aux immobilisations dont la hausse conséquente de 2015 à 2017, n'a pas produit les effets attendus au niveau du chiffre d'affaires lequel a régressé -2,5%, conduisant ainsi la baisse du taux de rotation de l'actif immobilisé de 0,5.

La deuxième sous-catégorie regroupe les branches dont le rendement économique a été grevé par un taux de rotation de l'actif immobilisé faible. Il s'agit de : Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques ; Industries du textile et de la confection ; Hébergement et restauration ; Activité d'information et de télécommunications.

L'industrie du textile et de la confection a su maîtriser ses consommations intermédiaires, malgré la baisse du chiffre d'affaires engrangé. ce qui a permis une augmentation de sa valeur ajoutée ainsi que sa marge brute d'exploitation. Toutefois, le chiffre d'affaires généré a très faiblement couvert les immobilisations brutes.

La troisième sous-catégorie est constituée des branches pour lesquelles les performances ont

été obérées par un faible taux de marge brute d'exploitation. Ce sont les branches suivantes : Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a ; et Industries du bois sauf fabrication des meubles. La situation a tendance à s'améliorer dans les branches « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux.» et « Fabrication de produits minéraux non métalliques; Industries du textile et de la confection». La branche Activités fournies principalement aux entreprises vu sa situation se dégrader en 2017 par rapport à 2015. Elle a connu un retournement brusque, passant d'un rendement économique élevé à intermédiaire.

Tableau 14: BRANCHES À RENDEMENT ÉCONOMIQUE INTERMEDIAIRE EN 2017 (EN %)

Code branche	Branche	EBE/IB			Marge en 2017 (en %)	Rotation en 2017
		2015	2016	2017		
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	9,8	10,2	7,3	56,7	0,1
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	10,4	9,8	9,2	15,9	0,6
13	Industrie de boissons	9,8	8,8	7,8	14,3	0,5
15	Industries du textile et de la confection	3,3	1,5	7,1	18,8	0,4
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	6,4	6,2	6,5	9,1	0,7
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-19,6	-29,5	5,3	2,1	2,6
33	Hébergement et restauration	7,6	7,6	5,1	21,0	0,2
35	Activité d'information et de télécommunications	8,3	7,3	6,6	23,1	0,3
40	Activités éducatives	5,4	3,8	7,3	14,0	0,5
	Ensemble	9,1	8,2	6,8	12,3	0,5

Source : INS/Base des données des DSF

3.1.4 Les branches à rendement économique élevé

Les branches qui ont enregistré les taux de rendement économique les plus élevés sont au nombre de neuf (09).

Les entreprises de certaines branches telles que l'industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux, et la Fabrication de produits minéraux non métalliques se sont mieux comportés durant l'année 2017 quittant d'une situation de rendement économique intermédiaire au groupe des branches à rendement économique élevé.

Les branches « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux » et « Fabrication de produits à base de céréales » ont bénéficié du dynamisme de la demande intérieure ainsi que de la reprise au Nigéria pour accroître leurs activités ainsi que leurs marges.

La branche Construction continue d'être rentable, grâce à un taux de rotation des immobilisations élevé. Par ailleurs, elle profite de la poursuite des travaux de construction et

de réhabilitation des infrastructures routières, l'achèvement des travaux relatifs à la Coupe d'Afrique des Nations de 2021, ainsi que du dynamisme de construction des logements par les ménages. La branche Fabrication de produits minéraux non métalliques a bénéficié de la bonne tenue de la branche Construction pour améliorer son rendement.

Le rendement économique de la branche Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules de gros s'établit à 19,6 % en 2017. Il chute de 13 points de pourcentage par rapport à l'année 2016. Cette baisse est imputable en partie à la chute de l'activité enregistrée chez les exportateurs de cacao.

Avec un haut niveau de rendement économique, l'activité d'Elevage et chasse figure parmi les plus rentables.

Tableau 15: Branches à rendement économique élevé en 2017 (en %)

code branche	branche	EBE/IB			Marge en 2017 (en %)	Rotation en 2017
		2015	2016	2017		
2	Elevage et chasse	7,5	10,2	15,2	21,0	0,7
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	6,6	7,3	10,7	19,4	0,6
11	Fabrication de produits à base de céréales	16,9	10,7	13,4	6,8	2,0
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	8,3	8,6	10,2	15,1	0,7
31	Construction	9,5	13,3	10,9	7,5	1,4
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	38,2	31,3	19,6	5,4	3,6
34	Transport et entreposage	8,8	10,9	10,2	22,5	0,5
36	Activités financières et d'assurance	14,8	11,9	13,0	24,1	0,5
38	Activités fournies principalement aux entreprises	32,7	24,5	23,0	11,5	2,0
ENSEMBLE		9,1	8,2	6,8	12,3	0,5

Source : INS/Base des données des DSF

3.2- Rentabilité des ressources stables

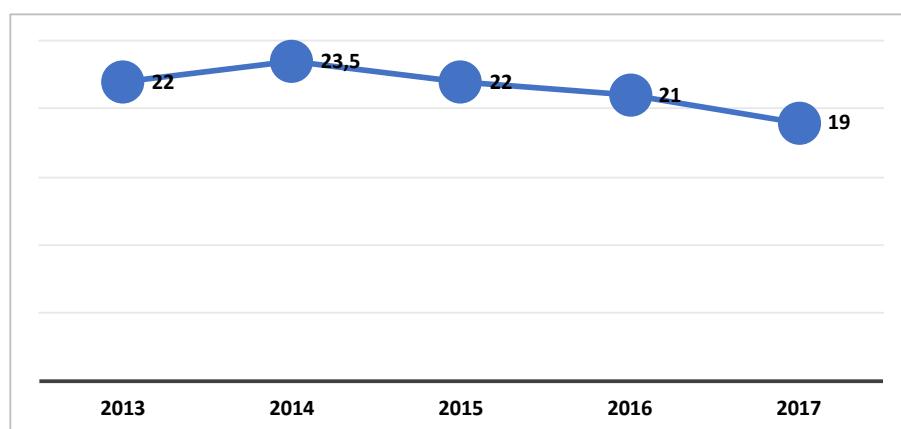
Baisse de la rentabilité des ressources stables en 2017

En particulier, lorsque les ressources stables nettes des immobilisations financières sont négatives, le ratio obtenu n'est pas significatif, il est renseigné entre parenthèses. Deux branches se retrouvent dans cette situation. Il s'agit du raffinage du pétrole et cokéfaction, la fabrication de meubles et activités de fabrication n.c.a et la construction.

En 2017 la rentabilité des ressources stables,

toutes branches confondues poursuit sa tendance baissière, elle s'établit à 19,0% après 21,0% en 2016.

Graphique 4 : Évolution de la rentabilité des ressources stables (en %)



Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 16 ci-dessous comporte les branches d'activités présentant une rentabilité des ressources stables négatives en 2017. Cette contreperformance est due aux pertes enregistrées (excédent brut d'exploitation négatif) ou aux ressources stables inférieures aux immobilisations financières.

Tableau 16: Rentabilité négative des ressources stables des branches en 2017 (en %)

code branche	branche	Rentabilité		
		2015	2016	2017
7	Industrie de la viande et du poisson	-2,9	-2,8	-14,2
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	17,6	12,9	-10,7
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	7,1	25,4	-254,2
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	-69,7	-17,5	-278,8
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	5,5	-0,7	-2,3
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-45,3	-28,0	-26,0
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	-2,6	-2,2	-1,7
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	12,9	12,9	-11,3
Ensemble		22,0	20,9	19,0

Source : INS/Base des données des DSF

Pour la grande majorité des branches d'activité, la rentabilité des ressources stables est positive (38 branches sur 42). Par ailleurs certaines branches d'activités se distinguent par leur performance qui se situe au dessus de la moyenne nationale. Il s'agit des douze (12) branches suivantes :

- Elevage et la pêche (85,3%) ;
- Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques (23,5%) ;
- Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux (28,5%) ;
- Industrie de boissons (23,7%) ;
- Industrie du textile et de la confection (54,1%) ;
- Industrie du bois sauf fabrication des meubles (25,5%) ;
- Fabrication de produits minéraux non métalliques (20,0%) ;
- Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules (40,6%) ;
- Transport et entreposage (19,5%) ;
- Activité d'information et de télécommunications (19,4%) ;
- Activités financières et d'assurance (44,8%) ;
- Activités fournies principalement aux entreprises (24,4%).

Tableau 17: RENTABILITÉ POSITIVE DES RESSOURCES STABLES DES BRANCHES EN 2017 (EN %)

code branche	branche	EBE/RESSOURCE ST NET		
		2015	2016	2017
1	Agriculture	-12,5	-13,1	8,8
2	Elevage et chasse	47,0	67,7	85,3
3	Sylviculture et exploitation forestière	41,9	28,6	13,3
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	9,7	10,6	23,9
6	Extraction des minerais	5,3	21,7	10,3
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	19,7	19,4	18,8
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	19,6	19,0	28,5
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	7,1	40,9	313,4
13	Industrie de boissons	28,1	29,6	23,7
15	Industries du textile et de la confection	29,3	19,6	54,1
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	21,2	19,3	25,5
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	12,9	14,9	8,8
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	13,6	17,1	20,0
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	7,9	12,5	11,4
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	2,6	1,6	0,9
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	100,6	63,3	40,6

Source : INS/Base des données des DSF

code branche	branche	2015	2016	2017
33	Hébergement et restauration	30,6	21,4	14,8
34	Transport et entreposage	18,6	21,4	20,5
35	Activité d'information et de télécommunications	24,3	18,0	19,4
36	Activités financières et d'assurance	43,7	33,6	44,8
37	Activités immobilières	4,5	3,6	5,2
38	Activités fournies principalement aux entreprises	44,4	31,6	20,5
40	Activités éducatives	7,7	8,5	9,4
Total général	ENSEMBLE	22,0	20,9	19,0

Source : INS/Base des données des DSF

3.3- Rentabilité financière des entreprises

Le taux de rentabilité financière s'établit à 3,9%, soit 1 point de plus qu'en 2016. Depuis l'exercice 2015, cette rentabilité est tirée par l'endettement des entreprises dans un contexte marqué par une faible profitabilité et d'une faible rotation de l'actif total. Une attention mérite d'être portée sur cet endettement qui est en moyenne

cinq fois plus élevée que les capitaux propres des entreprises ; ces derniers étant insuffisants pour financer les investissements.

Encadré 4: analyse du rendement financier

La rentabilité financière établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires (capitaux propres) à dégager du profit. Ce ratio correspond dans la comptabilité de type anglo-saxon au « Return On Equity » en abrégé ROE.

Alors que le rendement économique évalue les performances de l'entreprise en termes économiques, la rentabilité financière détermine plutôt l'aptitude de l'entreprise à rémunérer le capital engagé. Elle est généralement scrutée par les actionnaires et associés, les analystes financiers et les investisseurs.

La rentabilité financière est évaluée par le ratio : Résultat Net / Capitaux propres. elle a cependant l'inconvénient de ne pas permettre les comparaisons internationales puisqu'il n'est pas neutre par rapport au régime fiscal.

La rentabilité financière peut se décomposer de la manière suivante :Ainsi cette décomposition traduit l'incidence sur la rentabilité financière :

- Du taux de marge nette bénéficiaire ;
- Du taux de rotation de l'actif total ;
- Du taux d'endettement.

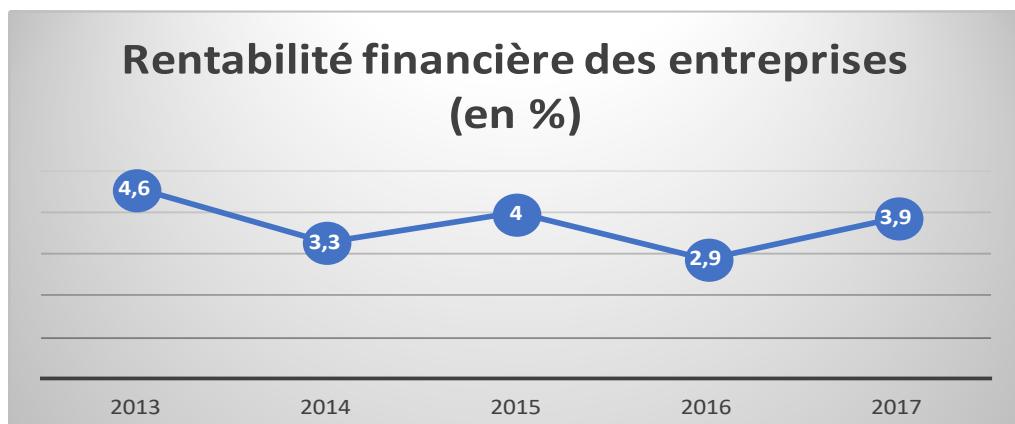
$$\frac{(\text{Résultat net})}{(\text{Capitaux propres})} = \frac{(\text{Résultat net})}{(\text{Chiffre d'affaires(HT)})} \times \frac{(\text{Chiffre d'affaires(HT)})}{(\text{Actif total})} \times \frac{(\text{Actif total})}{(\text{Capitaux propres})}$$

Tableau 18: Évolution de la rentabilité financière de 2015 à 2017 (en %)

	2015	2016	2017
Marge nette bénéficiaire (en %)	1,3	1,0	1,3
Rotation de l'actif total	0,6	0,5	0,5
Endettement	5,4	5,6	5,0
Rentabilité financière (en %)	4,0	2,9	3,9

Source : INS/Base des données des DSF

Graphique 5 : ÉVOLUTION DE LA RENTABILITÉ FINANCIÈRE(en %)



Sur les trente-sept (37) branches d'activités retenues, dix-huit dégagent des rentabilités négatives en 2017 (Tableau 19) et cinq (05) des rentabilités non significatives du fait des capitaux propres négatifs. Les ratios concernés sont exclus de l'analyse.

La rentabilité de certaines branches s'est effritée du fait s'est effritée du fait des pertes. Il s'agit de Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a ; Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets ; Commerce de gros et de détail et

Réparation de véhicules. Pour d'autres branches comme Réparation et installation des machines et équipements ; et la construction, les capitaux propres négatifs constituent la principale source de contreperformance. Le reste des branches de cette classe se caractérise par une contreperformance structurelle depuis 2015 marquée par une incapacité à dégager des bénéfices suffisants pour assurer la croissance de des entreprises.

Tableau 19: Branches à rentabilité financière négative en 2017 (en %)

Code branche	Branche	2015	2016	2017
1	Agriculture	-46,6	-41,1	-16,6
3	Sylviculture et exploitation forestière	-8,8	-10,4	-36,7
6	Extraction des minérais	-67,1	-63,6	-15,5
7	Industrie de la viande et du poisson	11,9	-11,8	-8,3
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-15,5	-29,7	-89,9
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-9,9	-12,7	-33,0
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-4,7	-4,1	-5,8
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-117,9	-63,3	-48,4
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1,5	1,6	-0,4
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	16,5	19,4	-4,8
35	Activité d'information et de télécommunications	-10,4	-15,8	-8,6
37	Activités immobilières	-0,7	-2,3	-2,7
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	-16,0	-15,2	-24,2
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-5,3	-5,1	-3,0

Source : INS/Base des données des DSF

Dans neuf(09) branches d'activités, la rentabilité financière est faible (inférieur à 10 %). il s'agit des branches (*Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre, Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux, Industrie de boissons, Fabrication de produits minéraux non métalliques, Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné, Hébergement et restauration, Transport et entreposage, Activités financières et d'assurance, Activités éducatives*). Cette rentabilité

a été exceptionnellement plus forte pour l'industrie du textile et de la confession (+38%). après des années successives de pertes. Les activité d'élevage et chasse se sont également distingués.

Tableau 20: Branches à rentabilité financière positive en 2017 (en %)

code branche	branche	RESULTAT NET / CP			Marge d'ex- ploita- tion	Rota- tion de l'actif total	Taux d'en- dette- ment
		2015	2016	2017			
2	Elevage et chasse	-41,5	-60,6	22,8	3,6	1,0	5,6
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	11,2	9,0	14,3	21,3	0,3	1,3
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	5,0	3,9	2,9	1,5	0,7	1,9
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	5,7	2,1	8,7	5,0	0,8	1,2
13	Industrie de boissons	9,0	4,3	8,2	3,5	0,9	1,6
15	Industries du textile et de la confection	-68,3	-395,4	38,1	3,4	0,6	16,4
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	2,9	7,2	17,2	3,9	0,9	4,1
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	3,2	-9,6	6,2	2,5	0,9	1,9
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-2,2	6,6	8,6	7,1	0,4	2,3
33	Hébergement et restauration	0,0	0,7	1,2	1,2	0,4	1,5
34	Transport et entreposage	11,6	12,7	9,9	6,9	0,5	2,0
36	Activités financières et d'assurance	25,7	1,9	9,7	4,5	0,1	13,7
38	Activités fournies principalement aux entreprises	12,2	18,2	17,6	8,8	0,8	1,4
40	Activités éducatives	3,1	3,0	2,6	3,5	0,5	0,6

Source : INS/Base des données des DSF

Ce chapitre traite de l'emploi dans les entreprises sur la base des indicateurs de volume (quantité/qualité) et de prix.

4.1- Emplois permanents

En 2017, les entreprises modernes occupent 360 912 employés permanents soit un accroissement de 0,1% par rapport à l'année 2016. Par ailleurs, chaque entreprise occupe une moyenne de 11 personnes durant l'exercice sous-revu. Selon la tranche d'effectif employé, Les entreprises qui occupent au maximum 5 personnes sont majoritaires (80%). Les entreprises ayant un effectif compris entre 6 et 10 employés représentent 9,0%. En revanche, les entreprises de grandes tailles (plus de 100 personnes) sont très peu nombreuses (1,4%), mais concentrent la majorité des emplois (59,2%). Selon le secteur d'activité, le tertiaire est le principal foyer d'emplois (64%), suivi du secondaire (26%).

Encadré 5: l'importance de la main d'œuvre dans les entreprises.

La main d'œuvre joue un rôle clé dans le processus de croissance des entreprises. En effet, pour produire, une entreprise utilise un certain nombre d'éléments appelés *facteurs de production* et l'on distingue traditionnellement deux types de facteurs. D'une part le *capital physique* qui regroupe les machines, les équipements, la terre, l'énergie, etc. et puis d'autre part le *facteur travail* représentant la force de travail que les ménages mettent à la disposition des entreprises. La croissance d'une entreprise et plus largement d'une économie dépend ainsi de la quantité de ces facteurs de production mais aussi de l'accroissement de l'*efficacité* avec laquelle ces facteurs sont utilisés dans le processus de production ; ce que l'on appréhende par le terme de *productivité totale des facteurs*. En retour, cette productivité totale des facteurs est affectée par la qualité de ces facteurs.

- Qualité du facteur capital dans la mesure où par exemple une machine neuve incorporant les dernières technologies produit évidemment davantage et plus rapidement qu'une machine usée et obsolète et puis ;
- Qualité du facteur travail, ce qui est précisément ce que l'on appréhende à travers le concept de capital humain.

Quatre (04) branches d'activités se répartissent plus de la moitié des effectifs employés

Bien que l'ordre d'importance se soit modifié par rapport à 2016, les principaux foyers d'emplois sont en 2017, logés dans les quatre principales branches ci-après : Activités de soutien aux entreprises (19,4 %), Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules (18,9%), Transport et entreposage (8,3%) et l'Agriculture (7,7 %). Ces quatre branches totalisent 54,3 % des emplois en 2017 contre 51,4% en 2016. Les autres branches d'activités emploient chacune moins de 7% du cumul des effectifs.

L'efficacité de la main d'œuvre dépend du niveau d'éducation moyen des travailleurs, de leurs conditions de santé, mais aussi de l'expérience qu'ils ont pu acquérir au cours de leur vie professionnelle et il affecte de manière extrêmement importante l'accroissement de la productivité totale des facteurs et donc le processus de croissance de l'entreprise. Plusieurs explications sont possibles : Tout d'abord et de manière évidente parce qu'un travailleur en santé et hautement qualifié, avec un même équipement et dans un même laps de temps produit davantage et plus rapidement qu'un travailleur malade et analphabète, et d'autre part parce qu'un travailleur qualifié est davantage apte à créer de nouvelles technologies, à innover ou à assimiler celles qui ont été créées ailleurs et cela en retour augmente la qualité du capital physique et partant accroît la productivité totale des facteurs. C'est d'ailleurs ce qui devrait pleinement justifier que les entreprises mais surtout les Etats investissent massivement et continuellement dans les politiques d'éducation et de santé. Le présent chapitre s'appesantit sur trois (03) aspects. Le premier analyse les emplois permanents dans les entreprises. Le second étudie la productivité du travail en mettant en relief les évolutions observées par rapport à 2016. Le dernier point traite des charges de personnel.

Graphique 6 : Structure des emplois permanents dans les entreprises modernes par branche d'activité en 2017



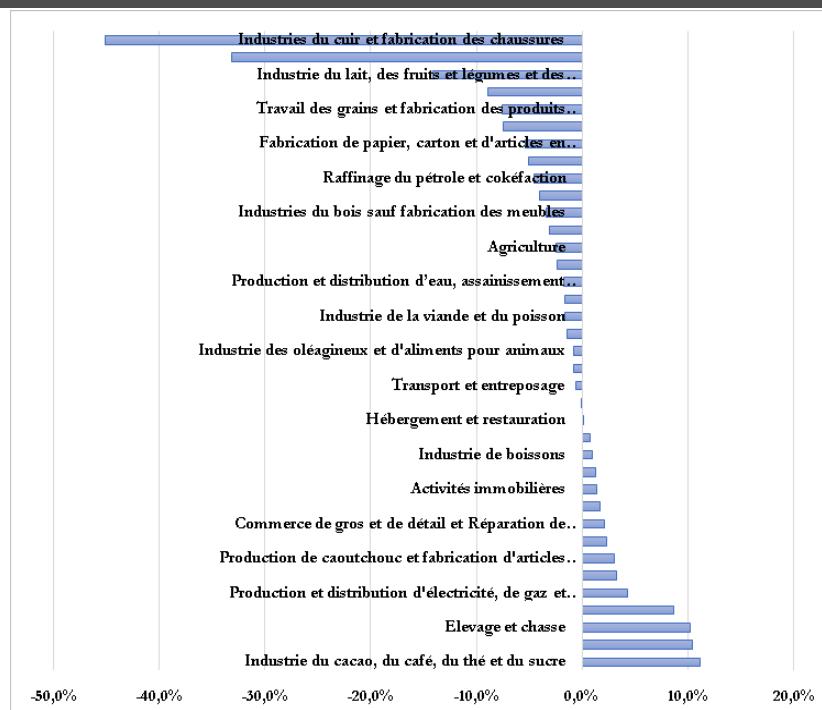
Source : INS/Base des données des DSF

Les Industries du cuir et fabrication des chaussures contribuent à la baisse des emplois moyens

Les emplois moyens dans la branche « Industries du cuir et fabrication des chaussures » ont très fortement chuté en 2017 (-45,2 %), plaçant ainsi cette branche en tête dans le recul des emplois. Elle est suivie des « Activités éducatives » (-33,2 %), de l'« Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires » (-14,1%), et des « Activité pour la santé humaine et action sociale» (- 9,0 %). A contrario, les hausses d'emplois moyens sont observées dans certaines branches dont les plus marquantes sont : « l'Industrie du cacao, du

café, du thé et du sucre » (+11,2 %), la « Fabrication de produits à base de céréales » (+19,7%), l'« Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre » (+12,4%), la « Sylviculture et exploitation forestière» (+10,4 %), l' « élevage et la chasse » (+10,2 %) et les « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles» (+8,6 %). Il faut signaler qu'une quasi stabilité de l'effectif moyen est observée dans cinq (05) branches, en l'occurrence l'« Industrie de boisson », l'« Activité d'information et de télécommunications», l'« Hébergement et restauration», la « Construction », la « Fabrication de produits à base de céréales » et l'« Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux ».

Graphique 7 : Evolution des effectifs moyens (en %) par branche d'activité en 2017



Source : INS/Base des données des DSF

4.2- Productivité du travail

La productivité du travail par tête a acru entre 2016 et 2017 (+ 0,3 million FCFA).

En effet, en 2017, elle s'établit à 11,0 millions de F CFA contre 10,7 millions de F CFA en 2016. Cela

provient à la fois de la hausse en 2017 de la valeur ajoutée et de la relative « stabilité » de l'effectif moyen (tableau 22).

Encadré 6: la notion de productivité

La *productivité* est un concept fondamental en économie. Elle désigne le rapport entre une production de biens et/ou services et les moyens qui ont été nécessaires pour sa réalisation (*travail, capital, etc.*).

Cette section se limitera à deux mesures à savoir la productivité par tête et la productivité apparente du travail.

Ainsi, la *productivité du travail* ne tient compte que du seul facteur « *travail* » comme ressource mise en œuvre. Elle mesure l'efficacité avec laquelle une entreprise, une branche d'activités, un secteur économique ou une économie, utilise sa main d'œuvre pour fabriquer des biens et / ou services.

Selon qu'on considère les volumes (quantités physiques de produits) ou la valeur (en FCFA soit par rapport au chiffre d'affaires, ou par rapport à la valeur ajoutée), il existe trois manières de calculer la productivité du travail :

- En rapportant les quantités produites (ou chiffre d'affaires ou valeur ajoutée) au nombre d'employés. On parle de **productivité par tête** ;
- En rapportant les quantités produites (ou chiffre d'affaires ou valeur ajoutée) au nombre d'heures travaillées. On parle de **productivité horaire** ;
- En rapportant la valeur ajoutée aux charges de personnel. On parle de **productivité apparente du travail**. Ce dernier mesure le montant de la valeur ajoutée dégagée pour 1 FCFA de frais de personnel payé. Comparativement à la productivité par tête, ce ratio a l'avantage d'intégrer la structure de l'emploi telle que la qualification et l'ancienneté.

Tableau 22: Évolutions de la valeur ajoutée et de l'effectif moyen des entreprises, de 2015 à 2017

Indicateurs	2015	2016	2017
Croissance de la valeur ajoutée (en %)	/	-3,9	1,7
Effectif moyen employé	170	164	163
Variation de l'effectif moyen employé (en %)	/	-3,4	-1,0

Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 23 ci-après présente les branches à forte productivité par tête en 2017.

Tableau 23: Branches d'activités à productivité du travail par tête élevée (en millions de FCFA)

Code branche	Branche d'activité	2 015	2 016	2 017
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	137,0	141,3	240,0
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	38,9	39,7	47,6
36	Activités financières et d'assurance	33,6	28,2	33,9
35	Activité d'information et de télécommunications	25,8	26,3	25,9
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	23,4	16,6	11,9
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	21,1	26,8	25,1
13	Industrie de boissons	20,7	21,2	21,7
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	19,4	19,8	17,4
37	Activités immobilières	16,7	16,0	21,0
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	14,1	1,2	-15,9
34	Transport et entreposage	14,1	15,1	14,0
ENSEMBLE		10,7	10,7	11,0

Source : INS/Base des données des DSF

Les tendances observées en 2015 et 2016 sont quasi inchangées, les productivités par tête les plus élevées sont observées dans les branches « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (240,0 millions de FCFA), « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (47,6 millions de FCFA), « Activités financières et d'assurance » (33,9 millions de FCFA), « Activité d'information et de télécommunications » (25,9 millions de FCFA), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (25,1 millions de FCFA), « Industries de boissons » (21,9 millions de FCFA) et « Activités immobilières » (21,0 millions de FCFA).

Concernant la productivité apparente du travail, calculée par le ratio « valeur ajoutée sur

charges de personnel », elle est restée constante en 2017 à 2,1 % après la baisse observée en 2016. Au niveau des branches, la productivité apparente du travail a progressé (en 2017) dans les branches « Elevage et chasse » (4,8 %), « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (4,7 %), « Activités immobilières » (3,3 %), « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (3,2 %), « Activités financières et d'assurance » (2,9 %), alors qu'elle s'est dépréciée dans les branches « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (2,6 %), « Activité d'information et de télécommunications » (2,5 %), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné des industries » (2,2%), et Transport et entreposage (2,1%).

Tableau 24: Branches à productivité apparente du travail élevé (%)

Code branche	Branche	2015	2016	2017
2	Elevage et chasse	2,9	3,5	4,8
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	2,6	2,8	4,7
37	Activités immobilières	3,6	2,9	3,3
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,8	2,9	3,2
36	Activités financières et d'assurance	3,1	2,8	3,1
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,1	2,4	2,9
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	5,4	3,7	2,6
35	Activité d'information et de télécommunications	2,8	2,7	2,5
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	1,9	2,5	2,2
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,1	2,1	2,2
13	Industrie de boissons	2,4	2,3	2,2
34	Transport et entreposage	2,2	2,3	2,1
ENSEMBLE		2,3	2,1	2,1

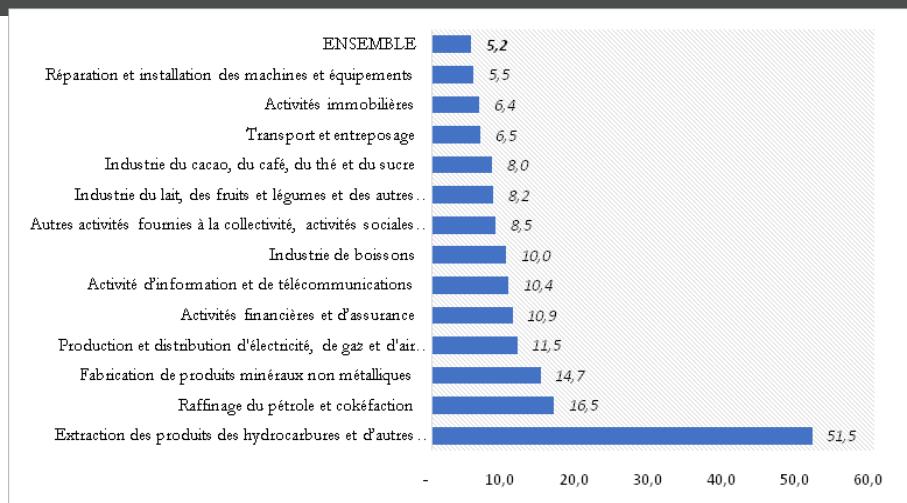
Source : INS/Base des données des DSF

4.3- Charges de personnel

En 2017, les charges moyennes de personnel s'élèvent à 5,12 millions FCFA par employé. Par rapport à l'année 2016, ces charges ont augmenté de 3,5 %.

L'importance des charges de personnel varie cependant selon la branche d'activité.

Graphique 8 : : Charges moyennes de personnel dans les premières branches (en millions FCFA) en 2017



La branche « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » est celle où la charge moyenne de personnel est la plus élevée, atteignant 51,5 millions FCFA, et probablement due à une forte concentration de la main d'œuvre expatriée dont les salaires sont bien plus élevés que dans les autres branches d'activité.

Viennent ensuite dans l'ordre le « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (16,5 millions de FCFA), la « fabrication des produits minéraux non métalliques » (14,7 millions de FCFA) et la « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (10,9 millions de FCFA).

Les outils de production se réfèrent à l'ensemble des capacités (capital, travail) dont l'entreprise a besoin pour produire les biens et services. La notion d'immobilisation intègre l'ensemble des biens durables détenus par une entreprise sur plus d'un exercice comptable et qui ne sont pas destinés à la revente. Ces biens représentent des investissements engagés afin de renouveler et ou développer le potentiel productif de l'entreprise.

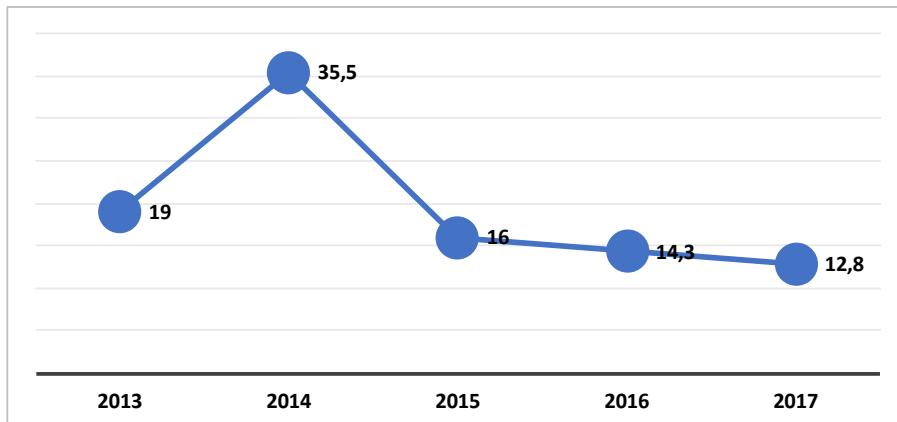
Le présent chapitre traite tour à tour de la productivité du capital, du comportement de l'investissement, de l'intensité capitalistique, du renouvellement des immobilisations et enfin du poids des immobilisations dans le bilan.

5.1- Productivité du capital

La baisse de la productivité du capital se poursuit

La productivité du capital s'est située à 12,8% en 2017 contre 14,3% en 2016 et 16% en 2015. Cette productivité permet de différencier les branches d'activités selon qu'elles sont « labour intensive » ou « capital intensive ».

Graphique 9 : Evolution de la productivité du capital entre 2013 et 2017 (en %)



Source : INS/Base des données des DSF

Les branches à productivité du capital les plus élevées sont consignées dans le tableau 25.

Il s'agit principalement des entreprises qui exercent leurs activités dans les branches suivantes : « Activités fournies principalement aux entreprises » (71,9%), « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles » (41,2%) et « Activité pour la santé humaine et action sociale » (35,3%). Il faut relever ici la forte croissance de la productivité du capital dans les

branches « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. » et « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a », qui passe respectivement de 6 % en 2016 à 34,7% en 2017 et de -5,7% à 31,8% .

Tableau 25: Branches à productivité du capital élevée en 2017 (en %)

Code	branche	Valeur Ajoutée / Immobilisation Brute		
		2015	2016	2017
38	Activités fournies principalement aux entreprises	76,5	66,3	71,9
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	49,6	60,5	41,2
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	25,1	31,3	35,3
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-1	6	34,7
11	Fabrication de produits à base de céréales	38,3	28,2	33,1
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	46,9	45,2	32
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-6,3	-5,7	31,8
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	17,9	21,1	29
31	Construction	25,9	32,2	27,7
40	Activités éducatives	18,2	12,1	23,3
34	Transport et entreposage	17,4	20,4	19,9
2	Elevage et chasse	11,5	14,4	19,3
36	Activités financières et d'assurance	21,9	18,7	19,2
3	Sylviculture et exploitation forestière	29,2	24,1	18,7
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	19,9	18,8	17,1
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	17,3	17,9	17
15	Industries du textile et de la confection	13,3	11,5	16,6
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	12,4	12,7	16,4

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches ayant les plus faibles productivités du capital sont les suivantes: Travail des grains et fabrication des produits amylacés, Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets et Activités immobilières.

Tableau 26: Branches à productivité du capital faible en 2017 (en %)

Code	branche	Valeur Ajoutée/ Immobilisation Brute		
		2015	2016	2017
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	-3,0	2,1	-10,7
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	1,7	0,1	-1,7
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-3,9	-0,3	-0,1
8	Travail des grains et fabrication des produits amylocés	9,1	7,8	2,3
37	Activités immobilières	3,0	2,8	3,7
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	7,0	5,1	4,2
28	Réparation et installation des machines et équipements	3,4	2,9	4,4
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	8,6	5,1	4,4
6	Extraction des minéraux	4,8	8,6	6,9
7	Industrie de la viande et du poisson	7,8	7,7	6,9
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	6,3	8,3	8,0
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	15,8	11,6	8,6

Source : INS/Base des données des DSF

5.2- Analyse des investissements

Dans un contexte de résilience, les entreprises ont su tirer profit d'une politique monétaire axée sur la relance de la croissance. En effet, le taux créditeur minimum (TCM) qui a baissé entre 2014 et 2015 de 2,75 à 2,45 est resté inchangé en 2016 et 2017 ; et dans ce sillage le taux effectif global (TEG) moyen des crédits accordés aux grandes entreprises a baissé, passant de 9,60% à 9,43% entre 2016 et 2017 à l'effet de faire repartir le crédit et

relancer les investissements.

Malgré ces mesures, les investissements ont connu une baisse en 2017 par rapport à l'année précédente. En effet, ils baissent de -3,9%, en raison du fléchissement des investissements dans les secteurs secondaire (-3,1%) et tertiaire (-6,1%). La hausse des investissements dans le secteur primaire (+23,6%) n'a pas suffit à résorber cette baisse.

Le taux d'investissement appréhendé par le rapport de l'investissement à la valeur ajoutée est passé de 52,7% en 2016 à 54,4% en 2017.

Tableau 27: Évolution des investissements par secteur d'activité (en %)

Secteur d'activité	Taux de croissance des investissements	Taux d'investissement en 2016	Taux d'investissement en 2017
Primaire	23,6	47,8	46,3
Secondaire	- 3,1	57,2	62,6
Tertiaire	-6,1	49,7	49,4
Ensemble	-3,9	52,7	54,4

Source : INS/Base des données des DSF

Dans le secteur primaire, la croissance des investissements est imputable à l' « agriculture » (+60,2%) et la « Sylviculture et exploitation forestière » (+16,8%).

Tableau 28: Evolution des investissements dans le secteur primaire entre 2016 et 2017 (en %)

Secteur d'activité	Taux de croissance des investissements
Agriculture	60,2
Elevage et chasse	-38,7
Sylviculture et exploitation forestière	16,8
Ensemble primaire	23,6

Source : INS/Base des données des DSF

En ce qui concerne le secteur secondaire, la baisse des dépenses d'investissement sont consécutifs à la forte diminution dans la branche « Raffinage du pétrole et

cokéfaction » (-59,8%) qui représentait à elle seule 28 % des investissements de ce secteur en 2016 contre 12% en 2017.

Tableau 29 Evolution des investissements dans le secteur secondaire entre 2016 et 2017 (en %)

Branche	Taux de croissance (en %)
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	19,6
Extraction des minéraux	265,7
Industrie de la viande et du poisson	-8,7
Travail des grains et fabrication des produits amylocés	147,4
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	18,3
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-0,3
Fabrication de produits à base de céréales	-23,6
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-15,2
Industrie de boissons	31,8
Industries du textile et de la confection	53,0
Industries du cuir et fabrication des chaussures	2,5
Industries du bois sauf fabrication des meubles	37,6
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	31,5
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-59,8
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	173,4
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	45,2
Fabrication de produits minéraux non métalliques	-19,0
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	30,0
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	17,6
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	6,9
Réparation et installation des machines et équipements	45,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	11,3
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	36,2
Construction	-2,2
Ensemble secondaire	-3,1

Source : INS/Base des données des DSF

Les investissements du secteur tertiaire diminuent également de 6,1% par rapport à 2016. Cette réduction s'explique par la baisse des investissements dans la branche « Activité d'information et de télécommunications » (-17,4%). Cette branche

représente 86% des dépenses d'investissement du secteur tertiaire en 2017 contre 41% l'année précédente.

Tableau 30: Evolution des investissements dans le secteur tertiaire entre 2016 et 2017 (en %)

Branche	Taux de croissance des investissements
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	0,5
Hébergement et restauration	-54,9
Transport et entreposage	21,4
Activité d'information et de télécommunications	-17,4
Activités financières et d'assurance	-9,1
Activités immobilières	4,2
Activités fournies principalement aux entreprises	-5,9
Activités éducatives	-20,1
Activité pour la santé humaine et action sociale	-6,8
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	33,5
Ensemble tertiaire	-6,1

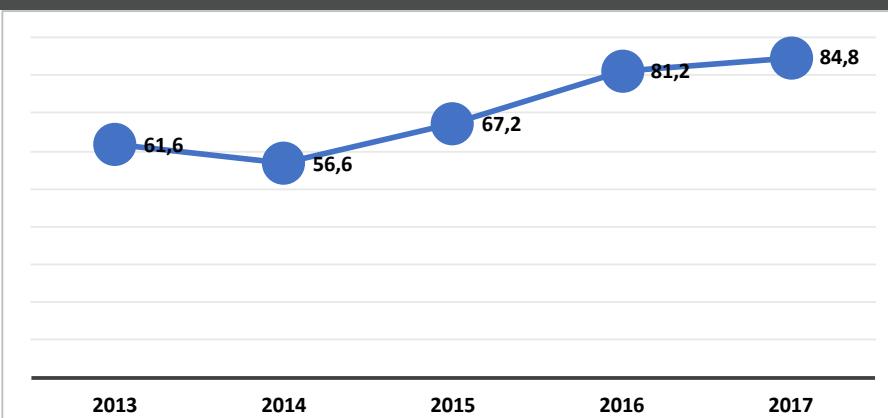
Source : INS/Base des données des DSF

5.3- Analyse de l'intensité capitalistique

En 2017, l'intensité capitalistique (IB/Effectifs) de l'ensemble des entreprises modernes de l'économie nationale a poursuivi sa hausse à 84,8 millions de FCFA par tête, contre 81,2 millions en 2016 et

67,2 millions en 2015. Cette tendance signifie un renouvellement du stock de capital plus rapide que l'évolution de la main d'œuvre.

Graphique 10: Évolution de l'intensité capitalistique de 2013 à 2017 (En millions FCFA)



Source : INS/Base des données des DSF

L'examen par branches révèle des disparités. Le tableau suivant présente celles dont l'intensité capitalistique est supérieure à la moyenne.

Tableau 31: Branches à intensité capitalistique supérieure à la moyenne en 2017 (en millions FCFA)

Code BRANCHE	BRANCHE	2015	2016	2017
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	866,8	2 589,2	2586,5
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	821,2	844,1	926,6
37	Activités immobilières	563,4	577,0	563,5
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	296,7	302,2	321,3
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	335,0	323,3	312,9
35	Activité d'information et de télécommunications	200,4	224,5	235,9
36	Activités financières et d'assurance	152,9	150,5	176,8
28	Réparation et installation des machines et équipements	138,0	152,3	157,2
13	Industrie de boissons	122,5	134,7	149,1
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	102,0	125,8	144,6
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	94,4	120,3	116,8
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	99,5	98,3	114,5
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	97,5	105,6	101,3
Ensemble		67,2	81,2	84,8

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches qui ont une intensité capitalistique élevée sont, dans l'ordre décroissant: « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (2 586,5 millions FCFA), « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (926,6 millions FCFA), les « Activités immobilières » (563,5 millions FCFA), « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (321,3 millions FCFA) et la « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (312,9 millions FCFA).

A contrario, dans le contexte de l'économie nationale, les branches à faible intensité capitalistique sont celles des «Activités fournies principalement aux entreprises » (5,3 millions FCFA), de la «Fabrication de produits à base de céréales » (7,8 millions FCFA), « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » (9,9 millions de FCFA, « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et

personnelles » (1,0) et les « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.» (10,9 millions FCFA).

Il est à relever que l'intensité capitalistique de la branche « Agriculture » qui était de l'ordre de 16,6 millions de FCA en 2015 et en 2016 a connu une augmentation, pour se stabiliser à 17,7 millions en 2017. Ainsi, les efforts déployés par l'Etat avec l'appui des partenaires au développement notamment, ont permis l'amélioration de la mécanisation de l'agriculture camerounaise.

Tableau 32 Branches à faible intensité capitalistique en 2017

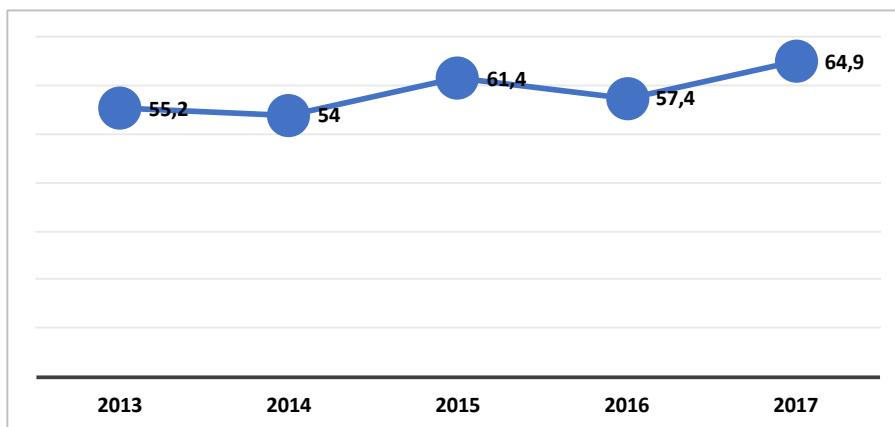
Code	BRANCHE	2015	2016	2017
38	Activités fournies principalement aux entreprises	4,7	6,8	5,3
11	Fabrication de produits à base de céréales	6,7	8,3	7,8
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	23,9	10,4	9,9
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	8,7	7,3	10,0
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	8,8	6,4	10,9
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	12,7	10,2	11,4
40	Activités éducatives	18,8	28,5	14,8
7	Industrie de la viande et du poisson	14,6	14,7	15,3
1	Agriculture	16,6	16,6	17,7
3	Sylviculture et exploitation forestière	24,8	22,3	21,5
31	Construction	29,6	23,2	23,4
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	23,5	24,6	26,4
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	32,5	37,9	34,5
2	Elevage et chasse	36,4	34,5	35,1
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	49,7	36,7	37,1
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	37,2	39,9	39,1
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	38,2	39,5	39,9
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	37,8	38,8	40,8
15	Industries du textile et de la confection	32,9	37,6	41,1
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	34,1	37,5	46,6
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	28,4	25,7	49,7
34	Transport et entreposage	80,9	73,8	71,7
33	Hébergement et restauration	71,5	74,9	76,2
6	Extraction des minérais	103,0	76,0	79,6

Source : INS/Base des données des DSF

5.4- Rythme de renouvellement des immobilisations

Détérioration du rythme de renouvellement du parc des équipements productifs
Le vieillissement a connu une nette croissance en 2017, à 64,9% contre 57,4% en 2016.

Graphique 11: Évolution du taux de vieillissement



Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau suivant renseigne sur les branches d'activités dont les équipements productifs sont relativement « jeunes » par rapport à la moyenne nationale.

Tableau 33: Branches à indice de vieillissement inférieur à la moyenne globale en 2017

Amortissement cumulé/Immobilisation brute (%)					
Code Branche	Branche	2015	2016	2017	
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	20,9	9,1	19,8	
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	33,1	37,0	36,7	
6	Extraction des minerais	23,7	35,5	37,8	
28	Réparation et installation des machines et équipements	40,0	36,3	38,7	
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	56,9	57,3	39,1	
2	Elevage et chasse	34,5	39,1	43,8	
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	47,9	58,4	44,0	
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	51,0	43,9	48,2	
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	41,5	44,1	48,8	
37	Activités immobilières	44,8	47,4	49,3	
40	Activités éducatives	40,1	26,6	51,2	
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	40,7	49,7	52,2	
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	52,6	29,9	52,4	
35	Activité d'information et de télécommunications	56,7	51,7	54,5	
36	Activités financières et d'assurance	58,4	55,7	55,8	
13	Industrie de boissons	63,5	62,9	60,0	
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	37,5	54,6	61,4	
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	63,9	64,5	63,2	
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	61,8	57,3	64,7	
Ensemble		61,4	57,4	64,9	

Source : INS/Base des données des DSF

A l'analyse du tableau 33, les branches d'activité ayant un meilleur taux de renouvellement des outils de production sont les suivantes : « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » (19,8%), « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (36,7%), « Extraction des minerais » (37,8%), et « Réparation et installation des machines et équipements » (38,7%). Les équipements productif demeurent relativement plus jeunes dans les trois premières branches qu'ailleurs et ce depuis trois ans.

En revanche, les branches d'activités disposant des équipements les plus « vétustes »

sont : les « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » (225,8), « Transport et entreposage » (162,6), « Activités pour la santé humaine et action sociale » (129,2%), « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. » (91,6%), « Industries du textile et de la confection » avec un taux de vieillissement de 82,7% et l' « Industries du textile et de la confection » (79,5%) pour ne citer que ces branches.

Tableau 34: Branches à indice de vieillissement des immobilisations supérieur à la moyenne en 2017

Code branche	Branche	Amortissement cumulé/ Immobilisation brute (%)		
		2015	2016	2017
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	80,5	202,4	225,8
34	Transport et entreposage	68,0	78,5	162,6
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	95,5	117,4	129,2
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	71,9	100,3	91,6
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	74,7	83,6	82,7
15	Industries du textile et de la confection	84,4	78,5	79,5
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	74,9	75,6	78,7
31	Construction	55,4	70,3	76,9
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	70,7	71,9	76,6
11	Fabrication de produits à base de céréales	47,5	41,8	71,6
3	Sylviculture et exploitation forestière	64,8	74,0	71,2
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	164,1	70,1	68,3
33	Hébergement et restauration	69,8	77,3	68,0
38	Activités fournies principalement aux entreprises	55,6	55,7	67,4
1	Agriculture	73,0	68,2	67,3
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	63,5	62,3	66,6
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	70,0	60,4	66,5
7	Industrie de la viande et du poisson	60,5	60,1	65,3

Source : INS/Base des données des DSF

5.5- Poids des immobilisations et de l'actif circulant

5.5.1 Structure globale de l'actif

Une structure de l'actif quasiment identique entre 2016 et 2017.

Tout comme en 2016, la structure de l'actif du bilan en 2017, des entreprises modernes se caractérise par un poids plus important des immobilisations non financières par rapport aux immobilisations financières.

Ainsi, les stratégies d'investissement opérées en 2017, semblent suivre celles de l'année 2016 ; c'est-à-dire, une allocation des avoirs plus favorables aux biens

durables que sont notamment les immobilisations corporelles.

Il y'a de lieu de noter que la trésorerie des entreprises, toutes branches confondues, s'est légèrement améliorée en 2017 à 15,6% contre une moyenne de 14,8% entre 2013 et 2016.

Tableau 35: Structure des rubriques de l'actif de 2013 à 2017 (%)

Rubrique de l'Actif	2013	2014	2015	2016	2017
Immobilisations non Financières	28,2	32,3	32,7	36,6	34,1
Immobilisations Financières	5,7	4,9	5,2	4,0	4,0
Actif Circulant	51,2	47,9	47,5	44,9	46,3
Trésorerie Actif	14,9	14,9	14,6	14,6	15,6
Ensemble	100	100	100	100	100

Source : INS/Base des données des DSF

5.5.2 Organisation de la structure du bilan de l'actif par branche d'activité

La structure de l'actif du bilan des différentes branches de l'économie peut être organisée selon trois (03) grands groupes caractéristiques : les branches présentant un quasi équilibre entre les immobilisations et l'actif circulant ; ces présentant les immobilisations avec un poids plus important ; et enfin les branches pour lesquelles l'actif circulant est prépondérant.

Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants

En 2017, les immobilisations (financières et non financières) et les autres rubriques du bilan s'équilibrent pratiquement dans les deux (02) branches d'activité suivantes :

Tableau 36: Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants en 2017 (%)

Code Branche	Branche	Immobilisations	Actif Circulant
6	Extraction des minerais	48,4	51,6
7	Industrie de la viande et du poisson	50,5	49,5

Source : INS/Base des données des DSF

Branches à immobilisations prépondérantes

En 2017, les immobilisations sont plus importantes et représentent plus de 50% de l'actif dans seize (16) branches d'activité dont :

- Une (01) du secteur primaire : « Elevage et chasse » ;
- Dix (10) du secteur secondaire : « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets », « Réparation et installation des machines et équipements », « Fabrication de produits minéraux non métalliques », « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques », « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux », « Production et distribution d'électricité,

de gaz et d'air conditionné », « Industrie de boissons », « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques », « Industrie de la viande et du poisson » et « Raffinage du pétrole et cokéfaction » ;

- Cinq (05) du secteur tertiaire : « Activités immobilières », « Activités éducatives », « Hébergement et restauration », « Activité pour la santé humaine et action sociale » et « Activité d'information et de télécommunications ».

Tableau 37: Branches à immobilisations prépondérantes en 2017 (%)

Code Branche	Branche	Immobilisations /total actif net	Actif circulant/total actif net
2	Elevage et chasse	82,6	17,4
37	Activités immobilières	77,8	22,2
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	75,7	24,3
28	Réparation et installation des machines et équipements	75,5	24,5
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	66,9	33,1
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	64,6	35,4
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	64,0	36,0
35	Activité d'information et de télécommunications	63,9	36,1
40	Activités éducatives	63,6	36,4
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	63,0	37,0
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	61,6	38,4
33	Hébergement et restauration	58,3	41,7
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	58,0	42,0
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	55,8	44,2
13	Industrie de boissons	54,3	45,7
7	Industrie de la viande et du poisson	50,5	49,5

Source : INS/Base des données des DSF

Branches à actif circulant prépondérant

En 2017, vingt une (21) branches d'activité présentent un poids de l'actif circulant prépondérant. C'est le cas dans le contexte national des activités à cycle court à l'exemple des « activités financières » et du « Commerce » ; et aussi les branches industrielles telles que les « Industries du cuir et fabrication des chaussures » ; « Fabrication

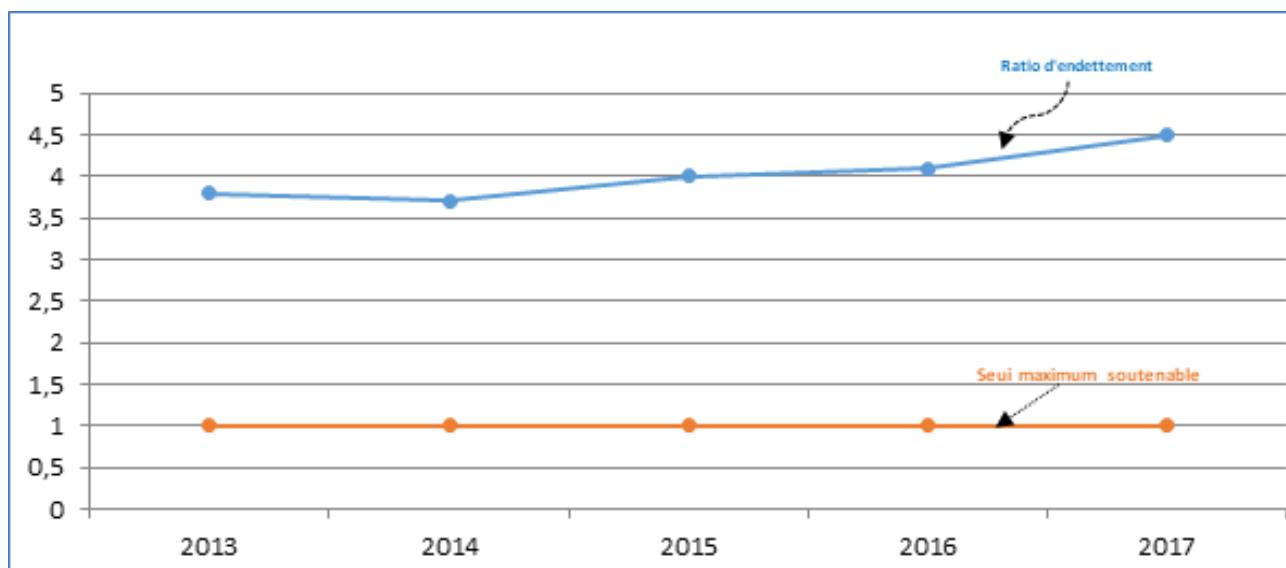
de produits à base de céréales» et « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction ». Les entreprises de construction sont également dans cette situation.

6.1- Analyse du niveau d'endettement des branches

En 2017, le coefficient d'endettement des entreprises s'est établit à 4,5 de celui de 2016 (4,0). Ce coefficient d'endettement des entreprises a gardé une tendance

haussière depuis 2014 où elle se situait à 3,7 et ses valeurs sont relativement élevées, en comparaison au seuil de 1 considéré comme la limite soutenable.

Graphique 12: Évolution de l'endettement des entreprises, entre 2013 à 2017 (%)



Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 39 ci-dessous, met en évidence les branches les moins endettées en 2017 selon le critère du coefficient d'endettement. Il y apparaît que la moins endettée en 2017 est la branche « Industrie de la viande et du poisson » avec un coefficient d'endettement de 0,3 légèrement au-dessus de la valeur observée en 2016 où cette branche était toujours la moins endettée (0,2). La branche des « Activités éducatives » est la seconde branche la moins endettée en 2017 avec un coefficient d'endettement de 0,6. Elle précède la branche des activités

immobilière dont le coefficient d'endettement en 2017 s'établit à 0,7, même valeur qu'en 2016. Avec un coefficient d'endettement égal à 0,7, la branche « Industrie des oléagineux et aliments pour animaux » est la 4ème branche la moins endettée.

Tableau 39: Branches à faible niveau du coefficient d'endettement en 2017

Libellé de la branche	Endettement total /capitaux propres
Industrie de la viande et du poisson	0,3
Activités éducatives	0,6
Activités immobilières	0,7
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	0,8

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches ayant un niveau d'endettement relativement élevé (supérieur à la moyenne de l'Economie) sont présentées dans le tableau ci-dessous. Ce sont notamment les branches:

« Activité pour la santé humaine et action sociale », « Activité d'information et de télécommunications », « Industries du textile et de la confection », « Activités financières et d'assurance ». « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages

en métaux », « Sylviculture et exploitation forestière », « Extraction des minerais », « Agriculture », « Elevage et chasse » et « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules »,

Avec un coefficient d'endettement de 9,0 en 2017, contre 8,2 en 2016, la branche « Extraction des minerais » figure parmi les plus endettées. Les entreprises de cette branche continuent de subir les effets de la baisse des cours des minerais sur le marché mondial.

Tableau 40: Branches à coefficient d'endettement élevé en 2017

Libellé de la branche	Endettement total/ capitaux propres
Activité pour la santé humaine et action sociale	22,8
Activité d'information et de télécommunications	14,2
Industries du textile et de la confection	13, 2
Activités financières et d'assurance	12,6
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	10,4
Sylviculture et exploitation forestière	9,2
Extraction des minerais	9, 0
Agriculture	7, 1
Elevage et chasse	5,5
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	5,5
Moyenne de l'Economie	4,5

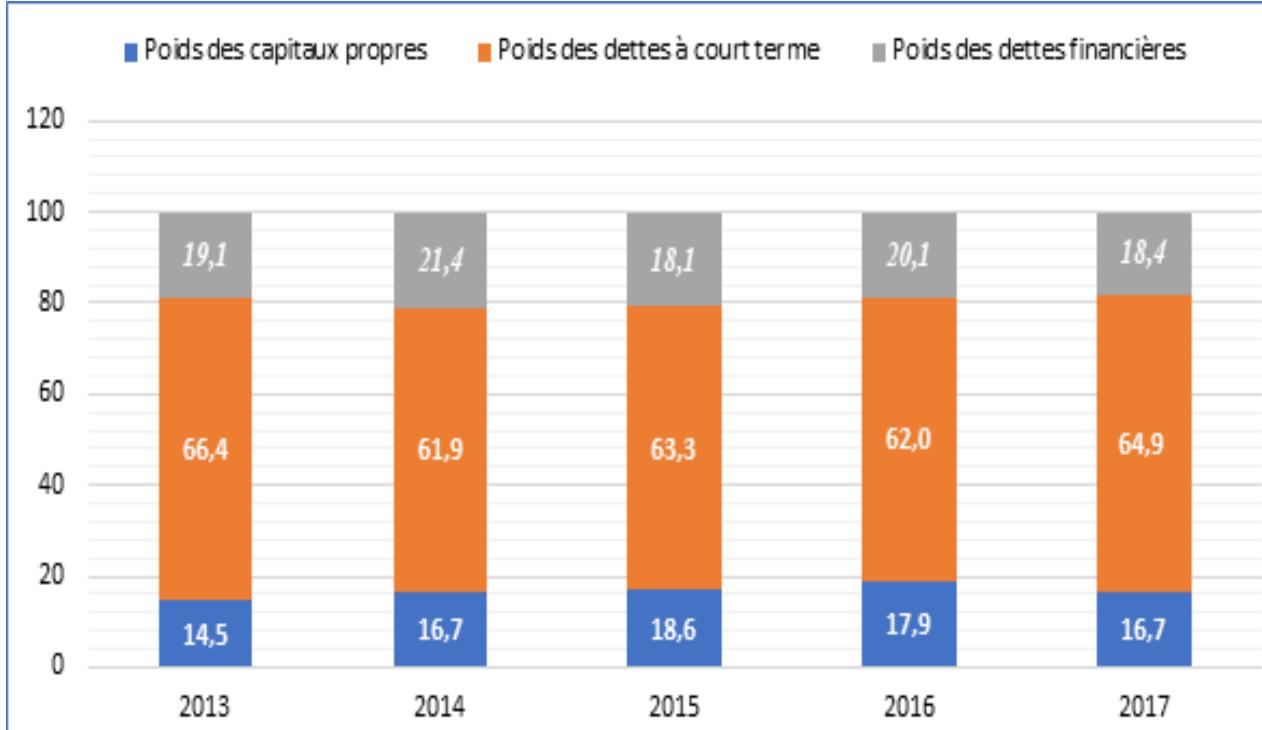
Source : INS/Base des données des DSF

6.2- L'endettement dans la structure des bilans

Une diminution du poids des dettes financières ainsi que des capitaux propres des entreprises

Les dettes financières sont allées de 20,1 % en 2016 pour s'établir à 18,4 % en 2017, soit une baisse de 1,7 point de pourcentage.

Graphique 13: Évolution de la structure du passif des entreprises, de 2013 à 2017 (en %)



Source : INS/Base des données des DSF

Les capitaux propres ont représenté 16,7 % du bilan de l'ensemble des entreprises modernes du Cameroun en 2017, soit une baisse de 1,2 point de pourcentage par rapport à 2016.

La baisse des capitaux propres et des dettes financières se traduit inexorablement par une hausse du poids des dettes à court terme. Celles-ci sont en effet passées de 62,0 % de l'ensemble du bilan en 2016 à 64,9 % en 2017, soit

une augmentation de 2,9 points de pourcentage. Entre 2013 et 2017, les dettes à court terme ont gardé une proportion importante du bilan des entreprises. Sur cette période, elles ont pesé en moyenne pour près de deux tiers (2/3) du bilan.

6.2.1- Branches à dette financière élevée

Le tableau ci-dessous présente les branches ayant une dette financière élevée en 2017. Une dette financière est jugée élevée lorsqu'elle représente plus de 25 % du total du passif. Sur la base de ce critère, la branche « Réparation et installation de machines et équipements » est la plus endettée avec un ratio de 45 %. Ce qui veut dire

que près de la moitié de son passif est constitué de dettes financières. Les branches de « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets » et des « Activités d'information et de télécommunications suivent avec des ratios respectifs de 43% et 42 % »

Tableau 41: Branches à dettes financières élevées en 2017 (en %)

Libellé de la Branche	Dettes financières/total passif (%)	
	2016	2017
Réparation et installation des machines et équipements	50,7	45,2
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	40,8	43,4
Activités d'information et télécommunications	44,5	42,1
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en plastiques	34,5	35,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	46,0	30,1
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	27,9	29,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	32,4	27,6

Source : INS/Base des données des DSF

6.2.2- Branches à dette financière plancher

D'autres branches d'activités ont présenté en 2017, un faible niveau de dette financière. Ces branches sont repertoriées dans le tableau ci-dessous. Il apparaît que la branche « Fabrication des meubles ; activités de fabrication n.c.a » présente la faible proportion de dette financière en 2017 avec une

valeur de 3,1 % contre 4,8 % en 2016. La branche des « Activités éducatives » qui occupe la dernière position dans ce classement a connu une nette variation de la part de ses dettes financières dans son passif. Cette valeur est passée de 13,4 % en 2016 à 9,4 % en 2017.

Tableau 42: Branches à dettes financières faibles en 2017 (en %)

Libellé de la Branche	Dettes financières/total passif (en %)	
	2016	2017
Fabrication des meubles ; activités de fabrication n.c.a	4,8	3,1
Industrie de la viande et du poisson	2,5	4,6
Construction	6,6	6,4
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	5,8	6,7
Activités éducatives	13,4	9,4

Source : INS/Base des données des DSF

6.2.3 Dettes à court terme

Dans les développements ci-dessous, il est question de présenter les branches d'activités selon le niveau de leur dette à court terme. On distingue d'une part les branches d'activité dans lesquelles la dette à court terme est élevée des branches d'activité où cette dette est faible.

Dette à court terme élevée

En 2017, la branche « Fabrication des meubles ; activités de fabrication n.c.a » présente la proportion de dette à court la plus élevée avec une valeur estimée à 98,5 %. La quasi-totalité de son passif est ainsi constituée des dettes à court terme. Les dettes du passif représentent dans cette branche

83 % de l'ensemble du passif. Les autres branches se caractérisant par une forte proportion de dette à court terme dans le passif sont notamment la branche la branche « Construction » (97,7 %), la branche « Industrie du cuir et fabrication des chaussures » (97,3 %), la branche « Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires » (96,2 %), la branche « Activités financières et d'assurances » (85,1 %)

Tableau 43: Branches à niveau d'endettement de court terme élevé en 2017 (%)

Libellé de la branche	Dette à court terme /Total Bilan	Dont dette du passif
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	98,5	82,9
Construction	97,7	95,0
Industries du cuir et fabrication des chaussures	97,3	96,8
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	96,2	63,5
Activités financières et d'assurance	85,1	77,7
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	82,7	51,3
Activité pour la santé humaine et action sociale	79,2	77,8
Extraction des minéraux	78,7	71,4
Industries du textile et de la confection	76,6	58,6
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	75,9	63,2
Elevage et chasse	75,9	74,3
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	73,6	56,3
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	73,1	71,9
Sylviculture et exploitation forestière	71,4	63,6
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	71,1	49,0
Industries du bois sauf fabrication des meubles	68,7	60,3
Agriculture	67,0	53,4
Réparation et installation des machines et équipements	65,4	64,9

Source : INS/Base des données des DSF

Dette à court terme de faible niveau

D'autres branches d'activités se caractérisent par des dettes à court terme de faible niveau. Elles sont présentées dans le tableau ci-dessous. Il s'agit de la branche « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets » dont la proportion de dette à court terme dans l'ensemble du passif ne représente que 13,9 %. La branche de «

Fabrication des produits minéraux non métalliques » a pour sa part une proportion de dettes à court estimée à 35,1 % en 2017.

Tableau 44: Branches à faible niveau d'endettement de court terme en 2017 (%)

Libellé de la Branche	Dette court terme/total bilan	Dont dette du passif
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	13,9	12,9
Industrie de la viande et du poisson	18,4	18,2
Production du caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	26,0	23,3
Activités éducatives	28,0	27,6
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	28,0	27,6
Activités immobilières	28,5	26,2
Hébergement et restauration	34,9	33,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	35,1	28,9

Source : INS/Base des données des DSF

6.2.4 Dettes à moyen et long terme

En 2017, le ratio d'endettement a gardé la même valeur qu'en 2016 soit 1,1. Toutefois, la tendance est légèrement à la hausse sur la période, avant une augmentation de 0,1 par an entre 2013 et 2016.

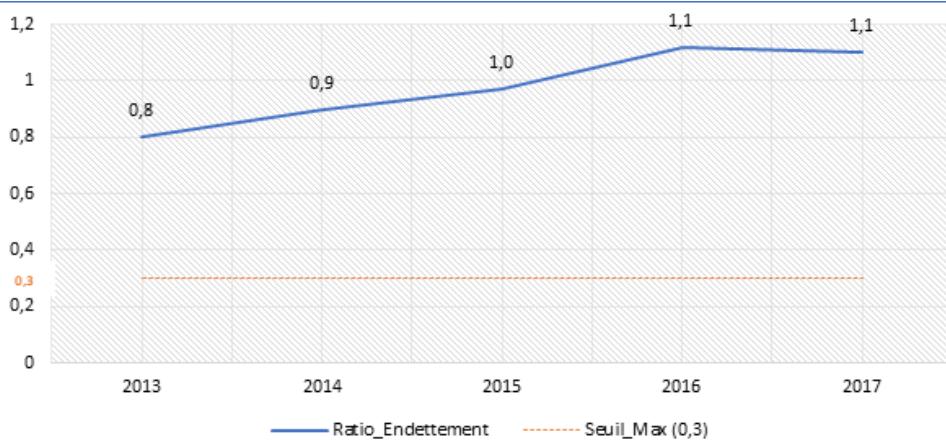
Des disparités sont observées selon l'activité exercée. Globalement il peut être distingué trois (03) groupes :

i) Ratio d'endettement à terme au-dessus du seuil critique,

ii) Ratio d'endettement à terme en dessous du seuil critique et

iii) Ratio d'endettement à terme supérieur à 2 en valeur absolue.

Graphique 14: Évolution du ratio d'endettement à terme, de 2013 à 2017



Source : INS/Base des données des DSF

i. Ratio d'endettement à terme au-dessus du seuil critique

Le premier groupe est constitué des entreprises dont le ratio d'endettement a franchi le seuil critique de 1 mais reste en déca de 2. En 2017, trois branches d'activité figurent dans cette catégorie. Ce sont notamment la branche « Extraction des

minéraux » avec un ratio d'endettement de 1,3 suivie de la branche « Activités financières d'assurances » avec un ratio d'endettement de 1,2.

Tableau 45: Branches à niveau d'endettement à terme franchissant le seuil critique de 1, en 2017

Libellé de la Branche	DMLT/CP
Extraction des minéraux	1,3
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	1,0
Activités financières d'assurances	1,2

Source : INS/Base des données des DSF

ii. Ratio d'endettement à terme en dessous du seuil critique

Il s'agit des entreprises dont le niveau d'engagement à moyen et long terme n'a pas dépassé le seuil critique de 1. Cette catégorie caractérise les unités de production qui sont peu endettées sur le moyen et long terme, et qui ne pourraient donc pas éprouver de difficultés particulières à contracter

des crédits d'investissements. C'est le cas en 2017 des branches répertoriées dans le tableau suivant :

Tableau 46: Branches à niveau d'endettement à terme inférieur au seuil critique en 2017

Libellé de la Branche	DMLT/CP
Industrie de la viande et du poisson	0,1
Activités éducatives	0,1
Activités fournies principalement aux entreprises	0,2
Activités immobilières	0,2
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	0,2
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,4
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton ; imprimerie et reproduction	0,4
Industrie de boissons	0,4
Elevage et chasse	0,6
Hébergement et restauration	0,6
Industrie du bois sauf fabrication des meubles	0,6
Commerce de gros et de détail et Réparation des véhicules	0,6
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	0,6
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	0,7
Transport et entreposage	0,8
Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	0,9
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières	0,9
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	0,9

Source : INS/Base des données des DSF

iii. Ratio d'endettement à terme supérieur à 2 en valeur absolue

C'est le groupe des branches d'activités dont les entreprises sont lourdement endettées. Il s'agit en 2017 de Huit (08) d'entre elles. Elles sont répertoriées dans le tableau qui suit.

Tableau 47: Branches à niveau d'endettement à terme franchissant le seuil de |2|

Libellé de la Branche	DMLT/CP
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	2,1
Agriculture	2,1
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	2,1
Sylviculture et exploitation forestière	2,2
Industries du textile et de la confection	3,1
Activité pour la santé humaine et action sociale	4,0
Activité d'information et de télécommunications	6,5

Source : INS/Base des données des DSF

Conclusion

La morosité de l'activité économique s'est poursuivie en 2017. La croissance économique a une fois de plus ralenti, passant de 4,6 % en 2016 à 3,5 % en 2017, en raison de la faiblesse de la demande intérieure et des multiples chocs auxquels le pays fait face notamment la crise sécuritaire dans les régions du Nord-ouest, du Sud-ouest et de l'Extrême-nord.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires des entreprises modernes a fléchi de -2,1% en 2017 après -4,3 % en 2016. Toutefois, le résultat net global est resté positif, augmentant de 15,0 % par rapport à 2016.

En cohérence avec l'activité économique, les performances en matière de création d'emplois sont demeurées insuffisantes, pour impacter une baisse du chômage. L'accroissement du stock des emplois permanents n'a été que de +0,1 % par rapport à 2016. Ces emplois sont restés concentrés dans quatre (04) branches d'activités que sont : Activités de soutien aux entreprises (19,4 %), Commerce de gros et de

détail et Réparation de véhicules (18,9%), Transport et entreposage (8,3%) et l'Agriculture (7,7 %). Ces quatre branches totalisent 54,3 % des emplois en 2017.

Les opérateurs économiques semblent avoir adopté un comportement d'attentisme. En conséquence, les investissements ont baissé de -3,9 %, notamment dans le secteur secondaire (-3,1 %) et tertiaire (-6,1 %).

Au plan financier, les entreprises, dans leur ensemble, ont continué à faire face à une envolée de l'endettement par rapport à leurs fonds propres.

Face à cette situation difficile pour les entreprises nationales, l'accélération des mesures d'amélioration de l'environnement des affaires permettrait d'éviter que des pans entiers de l'économie s'installent durablement dans la morosité.

1- Concepts et définitions

Indicateurs	Abréviations	Formule de calcul
Rentabilité économique du capital Elle évalue les performances de l'entreprise en termes économiques.	RE	Excédent Brut d'Exploitation / Immobilisations Brutes)
Rentabilité des ressources stables C'est le taux de rentabilité interne. La différence entre les ressources stables (RS) et les immobilisations financières (IF), (RS-IF) s'interprète comme les capitaux effectivement investis dans l'exploitation, les immobilisations financières étant constituées essentiellement des titres de participation et des autres immobilisations financières dans d'autres sociétés.	RS	Excédent Brut d'Exploitation (EBE) / Ressources stables nettes des Immobilisations financières (IF)
Rentabilité financière Elle établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires (capitaux propres) à dégager le profit. Ce ratio correspond dans la comptabilité de type anglo-saxonne au "Return On Equity" ou encore « ROE ». Elle est généralement scrutée par les actionnaires et associés, les analystes financiers et les investisseurs. Bien que la mesure soit entachée d'un biais important du fait qu'il n'est pas neutre par rapport au régime fiscal, il apparaît aux yeux des spécialistes comme le meilleur indicateur proxy.	RF	Résultat Net / Capitaux propres
Productivité du capital Ratio entre production en volume et le capital employé. Elle est donc différente du coefficient de capital qui est le revenu du capital rapporté au capital utilisé. Elle se mesure par le ratio : production en volume /volume des facteurs ; et informe sur le niveau d'efficience dans l'utilisation des facteurs (capital et travail) pour un niveau donné d'output. La productivité du capital d'une entreprise est mesurée par le ratio entre la valeur ajoutée et le stock de capital utilisé, ce dernier étant approché par les Immobilisations Brutes.	PC	Valeur Ajoutée / Immobilisations Brutes
Productivité apparente du travail Ratio entre production en volume et le volume du travail utilisé dans le processus de production. Le volume de travail est généralement exprimé en heures ouvrées.	PAT	Valeur ajoutée/ effectif employé
Rendement apparent du travail Valeur ajoutée rapportée aux frais de personnel.	RAT	Valeur ajoutée / Charges de personnel
Intensité capitalistique Elle se définit comme le niveau des immobilisations brutes (IB) rapportées aux effectifs employés. Son évolution renseigne par son ampleur sur le rythme de substitution du capital au travail. Analyse de l'intensité capitalistique L'intensité capitalistique est définie par le rapport entre les immobilisations brutes et les effectifs employés. Le stock de capital fixe (ou immobilisations brutes) est généralement valorisé, selon le système comptable OHADA, dans les états comptables des entreprises à leurs coûts historiques. L'évolution de l'intensité capitalistique renseigne sur le rythme de substitution du capital au travail.	IC	Immobilisations brutes (IB) / effectifs employés.

Degré de vieillissement de l'appareil productif Il se définit comme les amortissements cumulés (ACM) rapportés aux immobilisations brutes. Son évolution renseigne sur le rythme de renouvellement des équipements de production. Plus il est élevé, plus le capital productif est ancien. En revanche, une tendance à la baisse du degré de vieillissement des équipements est le signe d'un renouvellement des immobilisations (remplacement des anciens équipements par des nouvelles acquisitions à l'état neuf ou d'occasion).	DVAP	Amortissements Cumulés(ACM) / Immobilisations Brutes (IB)
Coefficient d'endettement Mesure le niveau d'endettement de l'entreprise. Sa valeur indique le nombre d'années nécessaires au remboursement total de la dette. Une valeur faible de cet indicateur (compris entre 0 et 1) traduit une bonne santé financière de l'entreprise tandis qu'une valeur élevée (au-delà de 1,25) est le signe d'un surendettement pouvant constituer une menace dans l'éventualité où les perspectives de résultats ne se révèlent pas satisfaisant.	CE	Endettement Total / Capitaux Propres
Le Fonds de Roulement Il se définit par le haut du bilan, par l'excédent de ressources stables (à long terme : fonds propres, amortissements, provisions et dettes à long terme) de l'entreprise sur les emplois stables (à long terme : actif immobilisé brut). Dans une branche d'activité donnée, la part de l'« Actif circulant » financée par les « Ressources stables » rend compte de la marge moyenne de sécurité dont disposent les entreprises de la branche, et qui est fonction des exigences du cycle d'exploitation au sein de la branche homogène : cycles de production courts ou longs, nécessitant des stocks importants ou non, etc.	FDR	Ressources stables-Immobilisations
Endettement à terme Il constitue avec le ratio d'endettement global, l'une des mesures de l'indépendance financière de l'entreprise par rapport à ses créanciers. Un ratio maximal de 0,33 du capital propre est la limite au-delà de laquelle l'entreprise éprouve des difficultés à contracter des crédits bancaires. Par ailleurs un ratio supérieur ou égal à 1 est symptomatique d'une capacité d'endettement saturée, le banquier refuserait de prendre plus de risque que les actionnaires de l'entreprise eux-mêmes.	ET	Dettes à long et moyen terme/ Capitaux propres
Besoin en Fonds de roulement C'est la partie de l'actif circulant qui n'est pas financée par dettes circulantes.	BFDR	Actif circulant-Passif circulant
Excédent brut d'exploitation Il mesure la performance économique de l'entreprise avant tout élément financier ou exceptionnel. Il s'obtient en soustrayant de la valeur ajoutée produite, augmentée des subventions d'exploitation, les charges de personnel. C'est le concept qui mesure le mieux l'efficacité industrielle et commerciale de l'entreprise.	EBE	VA + SE -CP
Immobilisations brutes : Elles sont constituées de l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles portées à l'actif du bilan de l'entreprise à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire avant les amortissements	IB	
Le chiffre d'affaires est la somme des ventes de marchandises, des produits fabriqués, des travaux et services vendus, et des produits accessoires	CA	
Résultats nets Il désigne le bénéfice ou le déficit net dégagé par l'entreprise, après le paiement de l'impôt sur les sociétés (IS).	RN	

Un investissement représente toute opération réalisée au cours d'une période (généralement l'année) par l'entreprise et consistant en l'acquisition des moyens de production	I	
Valeur ajoutée La valeur ajoutée représente la richesse créée par une entreprise du fait de son activité de production. C'est la différence entre la production et les consommations intermédiaires (charges liées au processus de production). Au sens de l'OHADA, la valeur ajoutée est dite de gestion car elle intègre les subventions d'exploitation dans les produits et les impôts et taxes dans la consommation intermédiaire.	VA	
Partage de la Valeur Ajoutée Lorsqu'on déduit de la valeur de la production, la valeur des consommations intermédiaires, l'on obtient la valeur ajoutée. La valeur ajoutée se partage entre les salaires et les charges sociales qui rémunèrent le facteur travail, et l'excédent brut d'exploitation qui rémunère le facteur capital. Ainsi, les salariés percevront une rémunération en contrepartie de leur travail et l'entreprise utilisera le reste de cette richesse pour financer son activité ou distribuer les dividendes à ses actionnaires.	PVA	
Charges de personnel Les charges de personnel regroupent toutes les dépenses liées au personnel, principalement permanent, en contrepartie du travail fourni	CP	

2- Méthodologie

La présente étude s'intéresse à la situation économique et financière des entreprises en 2017. Elle a été rendue possible grâce au traitement informatique des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) de 1256 entreprises. Celles-ci ont été réparties dans 43 branches de la Nomenclature DSF, compatible avec la Nomenclature révisée des activités du Cameroun (NACAM, rev1), elle-même adossée à la Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT de 2011 (NAEMA, rev1).

Répartition des entreprises suivies selon les 43 branches

code branche	branche	NBRE 2015	NBRE 2016	NBRE 2017
1	Agriculture	7	7	7
2	Elevage et chasse	24	24	24
3	Sylviculture et exploitation forestière	33	33	33
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	17	17	17
6	Extraction des minéraux	7	7	7
7	Industrie de la viande et du poisson	2	2	2
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	10	10	10
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	10	10	10
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	9	9	9
11	Fabrication de produits à base de céréales	16	16	16
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	6	6	6
13	Industrie de boissons	10	10	10
15	Industries du textile et de la confection	6	6	6
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	5	5	5
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	22	22	22
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	24	24	24
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	2	2	2
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	26	26	26
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	16	16	16
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	6	6	6
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	30	30	30
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	9	9	9
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	24	24	24
28	Réparation et installation des machines et équipements	7	7	7
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	7	7	7
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	5	5	5
31	Construction	93	94	94
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	248	246	246
33	Hébergement et restauration	31	31	31
34	Transport et entreposage	113	111	111
35	Activité d'information et de télécommunications	38	38	38
36	Activités financières et d'assurance	45	44	44
37	Activités immobilières	44	44	44
38	Activités fournies principalement aux entreprises	201	200	197
40	Activités éducatives	62	63	65
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	33	34	35
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	11	11	11
Total	ENSEMBLE	1259	1256	1256

Malgré un comportement financier et un plan comptable sectoriel particuliers nous avons retenu la branche 36 (Activités financières et d'assurances) dans notre échantillon en raison, d'une part, de leur poids dans les activités économiques, et d'autre part, du rôle des banques et des assurances dans le financement des activités économiques, la collecte de l'épargne des particuliers et des entreprises, la transformation.

Les variables retenues pour cette étude sont issues, d'un échantillon d'entreprises extrait du fichier des entreprises ayant déposé la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF).

La procédure de tirage est la méthode de l'exhaustif tronquée (Cut-off). Le cumul est effectué sur les entreprises, rangées au préalable par ordre de valeur ajoutée ou d'effectifs décroissants. Les plus grandes unités de production sont d'emblée retenues. Un deuxième tirage est fait en vue d'assurer une représentativité satisfaisante de toutes les branches d'activités retenues.

Le taux de couverture global se monte à plus de 80% aussi bien en termes de Valeur Ajoutée que d'Effectifs. La représentativité est également satisfaisante pour les branches pour lesquelles elle se situe au-dessus de 75% pour les 2 variables.

L'étude se base sur un faisceau de ratios pour cerner le comportement économique et financier des entreprises, leur propension à recourir ou non au crédit, l'état de leurs équipements, de leur liquidité, de leur niveau d'investissement, etc...., le recours ou non au financement externe, etc.

Dans une analyse économique sectorielle, l'avantage de l'utilisation des ratios par rapport aux données en montant absolu est de ne pas trop dépendre de la taille de l'échantillon choisi. Cela permet de mettre en valeur les problèmes de gestion et de financement spécifiques à chacune des branches d'activités.

Nous nous sommes surtout attachés à l'analyse de la rentabilité et au rendement économique de l'exploitation, la productivité apparente des facteurs, l'importance et le renouvellement des immobilisations, l'importance de l'endettement et la structure des bilans des entreprises camerounaises.

Dans l'étude de la structure des bilans des entreprises, on a surtout essayé de montrer les différences entre les branches d'activité. En effet, le niveau d'endettement, la couverture des actifs par les ressources stables, l'importance relative des crédits à court terme varient dans de grandes proportions d'une branche à l'autre. L'analyse des postes des bilans se fait à partir d'un

regroupement fonctionnel des postes de grandes masses. C'est ainsi qu'on a:

- **A l'actif :**

- **Les Immobilisations non financières** sont constituées des charges immobilisées, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles nettes des amortissements et des provisions.

- **Les immobilisations financières** comptabilisées nettes de provisions sont constituées par les titres de participation, c'est-à-dire des apports du capital social d'autres sociétés qui permettent leur contrôle total ou partiel, les autres immobilisations financières, les prêts et créances à plus d'un an à d'autres sociétés (en général des filiales), ainsi que des dépôts et cautionnements versés.

- **L'actif circulant**, après déduction des provisions, représentent les stocks (marchandises, matière et fournitures, produits semi-ouvrés, produits finis, stocks en cours de route, emballages commerciaux), les créances et emplois assimilés comprenant les créances sur les fournisseurs, les associés et les autres créditeurs.

- **La trésorerie Actif** regroupe, après déduction des provisions, toutes les créances à court terme. On y retrouve aussi bien les valeurs à encaisser des entreprises (fournisseurs, clients, etc..) que les relations avec les banques et les organismes financiers, l'État, etc. ainsi que les opérations de placement à court terme et les liquidités.

- **Au passif**

- **Les capitaux propres** sont constitués du capital social, de différentes réserves, des primes d'émission et des profits ou pertes accumulés, des plus-values à réinvestir et des plus-values de réévaluations, des subventions d'équipement et de diverses provisions réglementées et fonds assimilés.

- **Les dettes financières** comprennent toutes les dettes à plus d'un an d'échéance : les emprunts et obligations, les dettes de crédit-bail et contrats assimilés, les dettes financières diverses, les comptes bloqués des associés apparentés et les provisions financières pour risques et charges. L'ensemble des capitaux propres et des dettes financières constituent les ressources stables.

- **Les dettes** à court terme regroupent toutes les dettes à moins d'un an d'échéance, y compris la part des dettes à long et moyen termes qui vient à échéance dans l'année. On y retrouve le passif circulant et la trésorerie-passif.

(en général des filiales), ainsi que des dépôts et cautionnements versés.

- **L'actif circulant**, après déduction des provisions, représentent les stocks (marchandises, matière et fournitures, produits semi-ouvrés, produits finis, stocks en cours de route, emballages commerciaux), les créances et emplois assimilés comprenant les créances sur les fournisseurs, les associés et les autres créditeurs.

- **La trésorerie Actif** regroupe, après déduction des provisions, toutes les créances à court terme. On y retrouve aussi bien les valeurs à encaisser des entreprises (fournisseurs, clients, etc..) que les relations avec les banques et les organismes financiers, l'État, etc. ainsi que les opérations de placement à court terme et les liquidités.

- **Au passif**

- **Les capitaux propres** sont constitués du capital social, de différentes réserves, des primes d'émission et des profits ou pertes accumulés, des plus-values à réinvestir et des plus-values de réévaluations, des subventions d'équipement et de diverses provisions réglementées et fonds assimilés.

- **Les dettes financières** comprennent toutes les dettes à plus d'un an d'échéance : les emprunts et obligations, les dettes de crédit-bail et contrats assimilés, les dettes financières diverses, les comptes bloqués des associés apparentés et les provisions financières pour risques et charges. L'ensemble des capitaux propres et des dettes financières constituent les ressources stables.

- **Les dettes** à court terme regroupent toutes les dettes à moins d'un an d'échéance, y compris la part des dettes à long et moyen termes qui vient à échéance dans l'année. On y retrouve le passif circulant et la trésorerie-passif.

Bibliographie

- De la Bruslerie ; H. (2010)** ; Analyse financière : Information financière, diagnostic et évaluation. 4ème édition, Management Sup, Gestion-Finance. Dunod, Paris
- Duplat ; C-A. (2004)** ; Analyser et maîtriser la situation financière de son entreprise. Vuibert
- Fonds Monétaire International (2017) ; Rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale de 2017
- Gandy ; A. (2011)** ; La comptabilité en pratique. Des écritures comptables à l'interprétation des comptes annuels. Afnor éditions
- MINFI (2016)** ; Rapport sur la situation et les perspectives économiques, sociales, et financières de la Nation. Exercice 2016
- INS (2018)** ; Les comptes nationaux provisoires de 2017.
- INS (2017)** ; Etude économique et financières des entreprises. Quinzième édition.
- INS (2013)** ; Nomenclature des activités et des produits du Cameroun
- Investir au Cameroun (2015)** ; Numéro 43
- Investir au Cameroun (2016)** ; Numéros 44-45

Annexe 3 : Tableaux statistiques

Tableau A 1: Evolution du chiffre d'affaires hors taxes par branches d'activité

code branche	branche	Répartition du CAHT en 2017 (%)	Variation entre 2017 et 2017 (%)
1	Agriculture	2,54	0,63
2	Elevage et chasse	0,10	20,92
3	Sylviculture et exploitation forestière	1,79	-1,12
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	3,99	-5,84
6	Extraction des minéraux	0,19	22,49
7	Industrie de la viande et du poisson	0,02	32,05
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	1,35	-1,11
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	1,80	12,25
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	1,80	21,76
11	Fabrication de produits à base de céréales	0,55	15,46
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	0,82	-8,08
13	Industrie de boissons	4,97	-2,78
15	Industries du textile et de la confection	0,16	-13,98
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,01	3,11
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	1,27	-17,20
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,45	-9,17
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	6,25	16,54
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	1,43	-0,87
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,85	6,98
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,09	4,15
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	2,85	6,93
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,01	-14,37
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	0,04	15,78
28	Réparation et installation des machines et équipements	0,09	-1,16
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	3,92	1,45
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,77	-0,58

31	Construction	4,69	-13,22
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	28,15	-3,20
33	Hébergement et restauration	0,48	-11,70
34	Transport et entreposage	6,15	-2,69
35	Activité d'information et de télécommunications	7,97	3,87
36	Activités financières et d'assurance	8,75	-11,43
37	Activités immobilières	0,22	15,82
38	Activités fournies principalement aux entreprises	2,91	-16,39
40	Activités éducatives	0,15	-26,59
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	0,17	16,35
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,28	5,55
Total	ENSEMBLE	100,00	-2,13

Tableau A 2: Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée entre 2016 et 2017

code branche	branche	Répartition de la VA en 2016 (%)	Taux de croissance de la VA (en %)	Taux VA 2017	Taux VA 2016
1	Agriculture	3,0	67,6	27,0	16,2
2	Elevage et chasse	0,1	50,4	26,6	21,3
3	Sylviculture et exploitation forestière	1,3	-17,6	17,2	20,6
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	11,7	-25,0	67,2	84,
6	Extraction des minéraux	0,1	-14,9	12,2	17,6
7	Industrie de la viande et du poisson	0,0	-8,7	32,6	47,2
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	0,1	-68,6	2,5	7,7
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,3	-2,7	29,6	34,1
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,3	29,7	29,8	28,0
11	Fabrication de produits à base de céréales	0,4	10,1	16,8	17,6
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	0,3	-58,3	7,8	17,3
13	Industrie de boissons	5,8	3,5	26,7	25,0
15	Industries du textile et de la confection	0,3	49,1	43,9	25,3
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	-628,2	-26,2	5,1
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	1,3	-1,8	23,6	19,9
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,4	-25,2	20,7	25,2
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	-0,6	-1313,8	-2,0	0,2
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	0,8	-17,9	13,1	15,8
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,5	-18,6	14,4	18,9
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,0	17,8	21,9	19,4
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	0,0	-65,8	-0,2	-0,6
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,0	-619,8	12,4	-2,0
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	0,1	839,1	29,4	3,6
28	Réparation et installation des machines et équipements	0,3	60,0	68,1	42,0
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	5,2	-2,3	30,4	31,6
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1,4	-8,9	41,6	45,4

31	Construction	4,1	-8,4	20,2	19,2
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	10,8	-27,2	8,8	11,7
33	Hébergement et restauration	1,0	-17,5	46,7	49,9
34	Transport et entreposage	11,7	-6,2	43,8	45,5
35	Activité d'information et de télécommunications	13,4	-1,1	38,6	40,6
36	Activités financières et d'assurance	13,5	22,4	35,5	25,7
37	Activités immobilières	0,6	33,1	59,5	51,8
38	Activités fournies principalement aux entreprises	5,0	-11,8	39,7	37,6
40	Activités éducatives	0,3	-21,7	52,8	49,6
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	0,2	11,4	27,9	29,1
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,3	2,2	27,3	28,2
Total	ENSEMBLE	100,0	-6,8	23,0	24,2

Tableau A 3: Evolution de l'Excédent brut d'exploitation entre 2016 et 2017

code branche	branche	Répartition de l'EBC en 2017 (%)	Taux de croissance de l'EBC (en 2017 %)	Taux de marge brute en 2017(en %)	Taux de marge brute en 2016 (en %)
1	Agriculture	0,8	-164,6	3,9	-6,1
2	Elevage et chasse	0,2	66,7	21,0	15,2
3	Sylviculture et exploitation forestière	0,6	-49,4	3,8	7,5
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	18,5	-28,7	56,7	74,9
6	Extraction des minerais	0,1	-38,9	4,9	9,8
7	Industrie de la viande et du poisson	-0,1	381,8	-38,9	-10,7
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-0,2	-170,3	-2,3	3,2
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,3	-0,2	15,9	17,9
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,9	46,4	19,4	16,1
11	Fabrication de produits à base de céréales	0,3	17,3	6,8	6,7
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-0,6	-297,1	-9,0	4,2
13	Industrie de boissons	5,8	-0,7	14,3	14,0
15	Industries du textile et de la confection	0,2	373,9	18,8	3,4
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	628,2	-34,5	-4,9
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	0,9	10,4	9,1	6,8
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,2	-54,7	5,1	10,3
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	-2,1	121,9	-4,2	-2,2
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	0,4	-50,0	3,3	6,6
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-0,4	279,8	-5,1	-1,4
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,6	24,9	15,1	12,6
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-1,6	-5,5	-6,9	-7,8
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,0	-116,8	2,1	-10,6
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	0,0	-66,4	-4,3	-14,9
28	Réparation et installation des machines et équipements	0,1	-179,0	13,6	-17,0
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	5,3	-11,0	16,4	18,7
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,5	-38,5	7,9	12,8

31	Construction	2,9	-17,3	7,5	7,9
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	12,4	-38,6	5,4	8,5
33	Hébergement et restauration	0,8	-32,3	21,0	27,4
34	Transport et entreposage	11,3	-9,7	22,5	24,2
35	Activité d'information et de télécommunications	15,1	-5,3	23,1	25,4
36	Activités financières et d'assurance	17,2	30,4	24,1	16,4
37	Activités immobilières	0,7	42,0	41,4	33,8
38	Activités fournies principalement aux entreprises	2,7	-31,1	11,5	13,9
40	Activités éducatives	0,2	-33,4	14,0	15,5
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	0,0	-35,3	-0,9	-1,7
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,0	-234,5	-1,6	1,3
Total	ENSEMBLE	100,0	-14,1	12,2	13,9

Tableau A 4: Evolution du partage du profit entre 2016 et 2017

code branche	branche	Répartition de l'EBE en 2017 (%)	Taux de croissance de l'EBE (en 2017 %)	Taux de marge brute en 2017(en %)	Taux de marge brute en 2016 (en %)
1	Agriculture	0,8	-164,6	3,9	-6,1
2	Elevage et chasse	0,2	66,7	21,0	15,2
3	Sylviculture et exploitation forestière	0,6	-49,4	3,8	7,5
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	18,5	-28,7	56,7	74,9
6	Extraction des minerais	0,1	-38,9	4,9	9,8
7	Industrie de la viande et du poisson	-0,1	381,8	-38,9	-10,7
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-0,2	-170,3	-2,3	3,2
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,3	-0,2	15,9	17,9
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,9	46,4	19,4	16,1
11	Fabrication de produits à base de céréales	0,3	17,3	6,8	6,7
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-0,6	-297,1	-9,0	4,2
13	Industrie de boissons	5,8	-0,7	14,3	14,0
15	Industries du textile et de la confection	0,2	373,9	18,8	3,4
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	628,2	-34,5	-4,9
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	0,9	10,4	9,1	6,8
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,2	-54,7	5,1	10,3
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	-2,1	121,9	-4,2	-2,2
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	0,4	-50,0	3,3	6,6
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-0,4	279,8	-5,1	-1,4
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,6	24,9	15,1	12,6
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-1,6	-5,5	-6,9	-7,8
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,0	-116,8	2,1	-10,6
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	0,0	-66,4	-4,3	-14,9
28	Réparation et installation des machines et équipements	0,1	-179,0	13,6	-17,0
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	5,3	-11,0	16,4	18,7
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,5	38,5	7,9	12,8

31	Construction	2,9	-17,3	7,5	7,9
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	12,4	-38,6	5,4	8,5
33	Hébergement et restauration	0,8	-32,3	21,0	27,4
34	Transport et entreposage	11,3	-9,7	22,5	24,2
35	Activité d'information et de télécommunications	15,1	-5,3	23,1	25,4
36	Activités financières et d'assurance	17,2	30,4	24,1	16,4
37	Activités immobilières	0,7	42,0	41,4	33,8
38	Activités fournies principalement aux entreprises	2,7	-31,1	11,5	13,9
40	Activités éducatives	0,2	-33,4	14,0	15,5
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	0,0	-35,3	-0,9	-1,7
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,0	-234,5	-1,6	1,3
Total	ENSEMBLE	100,0	-14,1	12,2	13,9
		100,0	-14,1	12,2	13,9

Tableau A 5 : RENDEMENT ÉCONOMIQUE

code branche	branche	EBE/IB 2015	EBE/IB 2016	EBE/IB 2017
1	Agriculture	-2,3%	-3,2%	2,0%
2	Elevage et chasse	7,5%	10,2%	15,2%
3	Sylviculture et exploitation forestière	15,7%	8,8%	4,2%
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	9,8%	10,2%	7,3%
6	Extraction des minéraux	0,9%	4,8%	2,8%
7	Industrie de la viande et du poisson	-1,8%	-1,7%	-8,2%
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	4,9%	3,2%	-2,1%
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	10,4%	9,8%	9,2%
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	4,0%	7,3%	10,7%
11	Fabrication de produits à base de céréales	16,9%	10,7%	13,4%
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	1,8%	5,1%	-9,4%
13	Industrie de boissons	9,8%	8,8%	7,8%
15	Industries du textile et de la confection	3,3%	1,5%	7,1%
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	-7,2%	-2,1%	-14,1%
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	6,4%	6,2%	6,5%
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	2,9%	7,4%	3,4%
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,0%	-1,7%	-3,5%
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	6,2%	6,2%	3,0%
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	2,8%	-0,4%	-1,6%
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	8,3%	8,6%	10,2%
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-8,9%	-4,3%	-4,3%
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-19,6%	-29,5%	5,3%
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-23,6%	-24,7%	-5,1%
28	Réparation et installation des machines et équipements	-1,1%	-1,2%	0,9%
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	2,9%	4,9%	4,3%
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	2,4%	1,5%	0,8%

31	Construction	9,5%	13,3%	10,9%
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	38,2%	33,0%	19,6%
33	Hébergement et restauration	7,6%	7,6%	5,1%
34	Transport et entreposage	8,8%	10,9%	10,2%
35	Activité d'information et de télécommunications	8,3%	7,3%	6,6%
36	Activités financières et d'assurance	14,8%	11,9%	13,0%
37	Activités immobilières	2,1%	1,8%	2,6%
38	Activités fournies principalement aux entreprises	32,7%	24,5%	23,0%
40	Activités éducatives	5,4%	3,8%	7,3%
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	-1,7%	-1,8%	-1,1%
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	2,2%	2,7%	-2,4%
Total	ENSEMBLE	9,1%	8,2%	6,8%

Tableau A 6: RENTABILITE DES RESSOURCES STABLES

code branche	branche	EBE/RS NET 2015	EBE/RS NET 2016	EBE/RS NET 2017
1	Agriculture	-8,5%	-13,2%	8,8%
2	Elevage et chasse	47,0%	67,7%	85,3%
3	Sylviculture et exploitation forestière	59,0%	29,0%	13,2%
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	9,7%	29,5%	23,5%
6	Extraction des minerais	5,3%	21,7%	10,3%
7	Industrie de la viande et du poisson	-2,9%	-2,8%	-14,2%
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	17,6%	12,9%	-10,7%
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	19,7%	19,4%	18,8%
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	19,6%	19,0%	28,5%
11	Fabrication de produits à base de céréales	-452,0%	-181,5%	(-143,7%)
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	7,1%	25,4%	-254,2%
13	Industrie de boissons	28,1%	29,6%	23,7%
15	Industries du textile et de la confection	29,3%	14,5%	54,1%
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	-69,7%	-17,5%	-278,8%
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	21,2%	19,3%	25,5%
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	6,0%	15,7%	8,3%
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,2%	36,0%	(49,4%)
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	12,9%	14,9%	8,8%
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	5,5%	-0,7%	-2,3%
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	13,6%	17,1%	20,0%
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-45,3%	-28,0%	-26,0%
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	212,2%	126,4%	4,3%
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-18126,1%	6698,1%	1306,1%
28	Réparation et installation des machines et équipements	-2,6%	-3,1%	3,1%
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	7,9%	12,5%	11,4%
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	2,6%	1,6%	0,9%

31	Construction	962,7%	342,7%	(-81,9%)
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	103,8%	66,4%	40,6%
33	Hébergement et restauration	30,6%	21,4%	14,3%
34	Transport et entreposage	18,3%	20,2%	19,5%
35	Activité d'information et de télécommunications	24,3%	17,8%	19,4%
36	Activités financières et d'assurance	43,7%	33,6%	44,8%
37	Activités immobilières	4,5%	3,7%	5,3%
38	Activités fournies principalement aux entreprises	42,8%	31,0%	24,4%
40	Activités éducatives	7,7%	8,5%	9,4%
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	-2,6%	-2,2%	-1,7%
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	12,9%	12,9%	-11,3%
Total	ENSEMBLE	22,0%	21,0%	19,0%

Les ratios entre parenthèses en 2017 sont non significatifs en raison des ressources stables net inexistant (négatif).

Tableau A 7: **RENTABILITE FINANCIERE**

code branche	branche	EBE/RS NET 2015	EBE/RS NET 2016	EBE/RS NET 2017
1	Agriculture	-46,6%	-41,1%	-16,6%
2	Elevage et chasse	-41,5%	-60,6%	22,8%
3	Sylviculture et exploitation forestière	-8,8%	-10,4%	-36,7%
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	11,2%	9,0%	14,3%
6	Extraction des minerais	-67,1%	-63,6%	-15,5%
7	Industrie de la viande et du poisson	11,9%	-11,8%	-8,3%
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-15,5%	-29,7%	-89,9%
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	5,0%	3,9%	2,9%
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	5,7%	2,1%	8,7%
11	Fabrication de produits à base de céréales	23,1%	28,2%	(3,6%)
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-13,9%	-26,1%	(264,9%)
13	Industrie de boissons	9,0%	4,3%	8,2%
15	Industries du textile et de la confection	-68,3%	-395,4%	38,1%
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	-262,4%	-396,9%	132,6%
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	2,9%	7,2%	17,2%
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	-1,0%	2,7%	-15,2%
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	95,5%	41,1%	(26,0%)
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-9,9%	-12,7%	-33,0%
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-4,7%	-4,1%	-5,8%
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	3,2%	-9,6%	6,2%
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-117,9%	-63,3%	-48,4%
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	18,9%	20,9%	(-10,3%)
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-4871,6%	993,4%	(578,5%)
28	Réparation et installation des machines et équipements	20,0%	20,1%	(-9,6%)
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-2,2%	6,6%	8,6%
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1,5%	1,6%	-0,4%

31	Construction	115,5%	75,6%	(-9,2%)
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	16,5%	23,8%	-4,8%
33	Hébergement et restauration	0,0%	0,7%	1,2%
34	Transport et entreposage	11,6%	12,7%	9,9%
35	Activité d'information et de télécommunications	-10,4%	-15,8%	-8,6%
36	Activités financières et d'assurance	25,7%	1,9%	9,7%
37	Activités immobilières	-0,7%	-2,3%	-2,7%
38	Activités fournies principalement aux entreprises	12,2%	18,2%	17,6%
40	Activités éducatives	3,1%	3,0%	2,6%
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	-16,0%	-15,2%	-24,2%
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-5,3%	-5,1%	-3,0%
Total	ENSEMBLE	3,96%	3,29%	3,88%

Les ratios entre parenthèse en 2017 sont non significatifs en raison des capitaux propres inexistant (négatif).

Tableau A 8: PRODUCTIVITE PAR TETE

code branche	branche	va/effectif 2015	va/effectif 2016	va/effectif 2017
1	Agriculture	1 495 382	1 420 614	2 407 639
2	Elevage et chasse	4 184 986	4 958 803	6 769 879
3	Sylviculture et exploitation forestière	7 239 308	5 392 263	4 023 506
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	137 042 414	299 124 233	223 669 347
6	Extraction des minerais	4 960 699	6 504 656	5 467 007
7	Industrie de la viande et du poisson	1 130 178	1 134 025	1 052 845
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	9 066 389	7 655 432	2 600 537
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	19 359 838	19 821 046	17 356 822
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	4 726 207	5 007 212	6 554 663
11	Fabrication de produits à base de céréales	2 571 744	2 336 868	2 594 060
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	6 113 545	7 892 780	3 831 259
13	Industrie de boissons	20 673 342	21 168 237	21 704 876
15	Industries du textile et de la confection	4 388 544	4 227 098	6 810 858
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	-866 880	551 043	-5 312 272
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	4 059 818	4 406 904	4 478 952
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	4 853 701	6 998 369	5 536 433
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	14 121 042	1 246 856	-15 855 883
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	5 831 213	5 875 653	4 677 297
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	2 807 174	1 935 003	1 530 054
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	38 882 138	39 715 550	47 578 347
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-3 711 168	-405 720	-142 587
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-1 513 923	-590 602	3 144 530
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-90 511	385 361	3 773 519
28	Réparation et installation des machines et équipements	4 728 842	4 422 909	6 918 537
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	21 115 905	26 764 683	25 072 418
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	7 094 048	6 474 463	6 007 658

31	Construction	7 670 709	7 464 231	6 847 306
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	23 350 714	16 601 950	11 857 027
33	Hébergement et restauration	8 919 008	10 363 172	8 541 342
34	Transport et entreposage	14 097 621	15 082 506	14 236 792
35	Activité d'information et de télécommunications	25 791 645	26 332 832	25 574 078
36	Activités financières et d'assurance	33 562 288	28 157 353	33 921 640
37	Activités immobilières	16 686 513	15 966 642	20 967 218
38	Activités fournies principalement aux entreprises	3 600 586	4 544 040	4 059 607
40	Activités éducatives	3 408 180	3 455 387	2 745 553
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	3 201 367	3 184 122	3 589 451
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	4 297 980	4 392 904	4 130 948
Total	ENSEMBLE	10 764 415	11 599 710	10 780 072

Tableau A 8: **PRODUCTIVITE DU CAPITAL**

code branche	branche	VA/IB 2015	VA/IB 2016	VA/IB 2017
1	Agriculture	9,0%	8,4%	13,6%
2	Elevage et chasse	11,5%	14,4%	19,3%
3	Sylviculture et exploitation forestière	29,2%	24,1%	18,7%
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	15,8%	11,6%	8,6%
6	Extraction des minerais	4,8%	8,6%	6,9%
7	Industrie de la viande et du poisson	7,8%	7,7%	6,9%
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	9,1%	7,8%	2,3%
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	19,9%	18,8%	17,1%
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	12,4%	12,7%	16,4%
11	Fabrication de produits à base de céréales	38,3%	28,2%	33,1%
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	17,9%	21,1%	8,2%
13	Industrie de boissons	16,9%	15,7%	14,6%
15	Industries du textile et de la confection	13,3%	11,2%	16,6%
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	-3,0%	2,1%	-10,7%
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	17,3%	17,9%	17,0%
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	12,8%	18,0%	13,6%
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	1,7%	0,1%	-1,7%
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	15,7%	14,7%	12,0%
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	8,6%	5,1%	4,4%
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	13,1%	13,1%	14,8%
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-3,9%	-0,3%	-0,1%
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-6,3%	-5,7%	31,8%
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-1,0%	6,0%	34,7%
28	Réparation et installation des machines et équipements	3,4%	2,9%	4,4%
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	6,3%	8,3%	8,0%
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	7,0%	5,1%	4,2%

31	Construction	25,9%	32,2%	29,3%
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	46,9%	45,2%	32,0%
33	Hébergement et restauration	12,5%	13,8%	11,2%
34	Transport et entreposage	17,4%	20,4%	19,9%
35	Activité d'information et de télécommunications	12,9%	11,7%	11,0%
36	Activités financières et d'assurance	21,9%	18,7%	19,2%
37	Activités immobilières	3,0%	2,8%	3,7%
38	Activités fournies principalement aux entreprises	76,5%	66,3%	79,5%
40	Activités éducatives	18,2%	12,1%	27,3%
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	25,1%	31,3%	34,2%
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	49,6%	60,5%	41,2%
Total	ENSEMBLE	16,0%	14,3%	12,9%

Tableau A 9: INTENSITE CAPITALISTIQUE

code branche	branche	IB/EFFECTIF 2015	IB/EFFECTIF 2016	EBC/RS NET 2017
1	Agriculture	16 565 202	16 814 312	17 664 365
2	Elevage et chasse	36 446 179	34 482 346	35 088 508
3	Sylviculture et exploitation forestière	24 771 177	22 344 849	21 469 211
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	866 838 287	2 589 171 025	2 586 475 293
6	Extraction des minerais	102 976 255	75 965 679	79 630 757
7	Industrie de la viande et du poisson	14 578 924	14 694 761	15 282 235
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	99 469 146	98 300 808	114 505 100
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	97 512 714	105 617 926	101 310 395
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	38 240 476	39 540 811	39 921 708
11	Fabrication de produits à base de céréales	6 716 702	8 300 003	7 826 063
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	34 139 741	37 486 920	46 567 143
13	Industrie de boissons	122 474 407	134 721 729	149 108 469
15	Industries du textile et de la confection	32 914 031	37 623 230	41 085 218
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	28 436 914	25 674 386	49 741 826
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	23 486 568	24 565 313	26 415 162
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	37 814 962	38 815 615	40 791 826
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	821 153 369	844 121 183	926 562 746
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	37 235 402	39 900 897	39 140 046
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	32 460 728	37 916 825	34 496 845
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	296 669 399	302 182 755	321 346 473
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	94 411 511	120 257 164	116 844 485
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	23 890 629	10 408 114	9 885 489
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	8 764 144	6 429 907	10 872 014
28	Réparation et installation des machines et équipements	137 992 279	152 343 430	157 232 398
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	334 965 153	323 333 992	312 864 323
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	101 985 568	125 766 944	144 600 847

31	Construction	29 588 931	23 184 715	23 381 659
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	49 743 126	36 691 795	37 097 678
33	Hébergement et restauration	71 451 569	74 929 505	76 201 156
34	Transport et entreposage	80 930 944	73 805 020	71 663 467
35	Activité d'information et de télécommunications	200 358 825	224 527 273	233 403 503
36	Activités financières et d'assurance	152 909 104	150 471 074	176 829 212
37	Activités immobilières	563 427 895	577 022 623	563 505 733
38	Activités fournies principalement aux entreprises	4 708 642	6 848 947	5 107 610
40	Activités éducatives	18 773 002	28 496 908	10 048 242
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	12 731 264	10 180 372	10 495 090
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	8 661 579	7 259 247	10 016 678
Total	ENSEMBLE	67 237 192	81 342 541	83 871 850

Tableau A 10: **INTENSITE CAPITALISTIQUE**

code branche	branche	IB/EFFECTIF 2015	IB/EFFECTIF 2016	IB/EFFECTIF 2017
1	Agriculture	16 565 202	16 814 312	17 664 365
2	Elevage et chasse	36 446 179	34 482 346	35 088 508
3	Sylviculture et exploitation forestière	24 771 177	22 344 849	21 469 211
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	866 838 287	2 589 171 025	2 586 475 293
6	Extraction des minéraux	102 976 255	75 965 679	79 630 757
7	Industrie de la viande et du poisson	14 578 924	14 694 761	15 282 235
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	99 469 146	98 300 808	114 505 100
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	97 512 714	105 617 926	101 310 395
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	38 240 476	39 540 811	39 921 708
11	Fabrication de produits à base de céréales	6 716 702	8 300 003	7 826 063
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	34 139 741	37 486 920	46 567 143
13	Industrie de boissons	122 474 407	134 721 729	149 108 469
15	Industries du textile et de la confection	32 914 031	37 623 230	41 085 218
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	28 436 914	25 674 386	49 741 826
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	23 486 568	24 565 313	26 415 162
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	37 814 962	38 815 615	40 791 826
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	821 153 369	844 121 183	926 562 746
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	37 235 402	39 900 897	39 140 046
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	32 460 728	37 916 825	34 496 845
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	296 669 399	302 182 755	321 346 473
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	94 411 511	120 257 164	116 844 485
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	23 890 629	10 408 114	9 885 489

27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	8 764 144	6 429 907	10 872 014
28	Réparation et installation des machines et équipements	137 992 279	152 343 430	157 232 398
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	334 965 153	323 333 992	312 864 323
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	101 985 568	125 766 944	144 600 847
31	Construction	29 588 931	23 184 715	23 381 659
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	49 743 126	36 691 795	37 097 678
33	Hébergement et restauration	71 451 569	74 929 505	76 201 156
34	Transport et entreposage	80 930 944	73 805 020	71 663 467
35	Activité d'information et de télécommunications	200 358 825	224 527 273	233 403 503
36	Activités financières et d'assurance	152 909 104	150 471 074	176 829 212
37	Activités immobilières	563 427 895	577 022 623	563 505 733
38	Activités fournies principalement aux entreprises	4 708 642	6 848 947	5 107 610
40	Activités éducatives	18 773 002	28 496 908	10 048 242
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	12 731 264	10 180 372	10 495 090
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	8 661 579	7 259 247	10 016 678
Total	ENSEMBLE	67 237 192	81 342 541	83 871 850

Tableau A 11: indice de vieillissement

code branche	branche	AMORT/IB 2015	AMORT/IB 2016	AMORT/IB 2017
1	Agriculture	73,0%	68,2%	67,3%
2	Elevage et chasse	34,5%	39,1%	43,8%
3	Sylviculture et exploitation forestière	64,8%	74,0%	71,2%
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	164,1%	70,1%	68,3%
6	Extraction des minerais	23,7%	35,5%	37,8%
7	Industrie de la viande et du poisson	60,5%	60,1%	65,3%
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	63,9%	64,5%	63,2%
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	63,5%	62,3%	66,6%
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	56,9%	57,3%	39,1%
11	Fabrication de produits à base de céréales	47,5%	41,8%	71,6%
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	52,6%	29,9%	52,4%
13	Industrie de boissons	63,5%	62,9%	60,0%
15	Industries du textile et de la confection	84,4%	78,5%	79,5%
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	74,7%	83,6%	82,7%
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	74,9%	75,6%	78,7%
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	70,7%	71,9%	76,6%
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	33,1%	37,0%	36,7%
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	61,8%	57,3%	64,7%
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	51,0%	43,9%	48,2%
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	41,5%	44,1%	48,8%
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	70,0%	60,4%	66,5%
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	80,5%	202,4%	225,8%

27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	71,9%	100,3%	91,6%
28	Réparation et installation des machines et équipements	40,0%	36,3%	38,7%
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	40,7%	49,7%	52,2%
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	20,9%	9,1%	19,8%
31	Construction	55,4%	70,3%	76,9%
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	37,5%	54,6%	61,4%
33	Hébergement et restauration	69,8%	77,3%	68,0%
34	Transport et entreposage	68,0%	78,5%	162,6%
35	Activité d'information et de télécommunications	56,7%	51,7%	54,5%
36	Activités financières et d'assurance	58,4%	55,7%	55,8%
37	Activités immobilières	44,8%	47,4%	49,3%
38	Activités fournies principalement aux entreprises	55,6%	55,7%	70,6%
40	Activités éducatives	40,1%	26,6%	52,7%
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	95,5%	117,4%	128,5%
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	47,9%	58,4%	44,0%
Total	ENSEMBLE	61,4%	57,4%	65,0%

Tableau A 12: TAUX DE DETTE

code branche	branche	taux dette 2015	taux dette 2016	taux dette 2017
1	Agriculture	3,6	5,6	7,1
2	Elevage et chasse	7,1	8,0	5,5
3	Sylviculture et exploitation forestière	7,7	6,3	9,2
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	1,4	1,4	1,3
6	Extraction des minerais	6,7	8,2	9,0
7	Industrie de la viande et du poisson	0,3	0,3	0,3
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	4,3	5,2	8,9
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	1,7	1,7	1,7
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	0,5	0,7	0,8
11	Fabrication de produits à base de céréales	-7,2	-9,0	-8,8
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	5,5	5,9	-11,8
13	Industrie de boissons	1,3	1,4	1,5
15	Industries du textile et de la confection	14,6	29,2	13,3
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	78,9	101,2	-22,9
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	2,7	3,2	3,7
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	1,9	1,7	2,0
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	-16,7	-9,0	-7,4
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	4,4	2,6	4,2
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	1,0	1,3	1,5
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	3,1	5,5	1,7
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	10,8	10,0	10,4
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-4,9	-5,0	2,1

27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	1026,8	-217,0	-54,8
28	Réparation et installation des machines et équipements	-15,9	-16,1	-10,4
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	3,0	2,5	2,2
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,9	1,2	1,3
31	Construction	-42,0	-97,0	-24,9
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	4,4	4,5	5,5
33	Hébergement et restauration	1,4	1,4	1,4
34	Transport et entreposage	1,9	1,9	1,9
35	Activité d'information et de télécommunications	7,4	12,5	14,2
36	Activités financières et d'assurance	12,1	11,7	12,6
37	Activités immobilières	0,6	0,7	0,7
38	Activités fournies principalement aux entreprises	1,4	1,2	1,2
40	Activités éducatives	0,5	0,4	0,6
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	4,6	4,7	22,8
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	2,1	2,0	2,6
Total	ENSEMBLE	4,0	4,1	4,5

5 : Equipe technique de rédaction du rapport

Supervision générale

TEDOU Joseph, Directeur Général de l'INS

SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint de l'INS

Coordination technique

AMOUGOU René Aymar Bertrand, Chef de Département des Statistiques d'Entreprises

FANDIO TCHABO Ferdinand, Chef de Division du Secrétariat Permanent du Plan Comptable

Equipe de rédaction

FANDIO TCHABO Ferdinand, Chef de Division du Secrétariat Permanent du Plan Comptable

OUMAROU IBN El Hamid, Chargé d'Etudes au Département des Statistiques d'Entreprises

GUEMO KITIO Claudin Ford, Chargé d'Etudes au Département des Statistiques d'Entreprises

DJIDAWO DIFFO N. Victor Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

DJIALEU Eric Lambert, Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

KONAI Fidèle, Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

NANA FEUKEU Armand, Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

Equipe de relecture

FOKOU FOPI Serges, Chef de Division des Statistiques des Secteurs Productifs

METANGMO Janvier, Chargé d'Etudes au Département des Statistiques d'Entreprises

OLINGA Martin Paul, Cadre au Département des Statistiques d'Entreprises.

NSONG NTOCK Nino, Cadre au Département des Statistiques d'Entreprises.

CE RAPPORT EST UNE PUBLICATION DU DEPARTEMENT
DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES



BP : 134 Yaoundé Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222
22 54 21 Fax : (+237) 222 23 24 37 -
Site Web: www.statistics-cameroon.org